

RAPPORT D'ACTIVITÉ AFD 2015

# Panorama

# 2015

Notre action  
sur le terrain

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT





## SOMMAIRE

### Objectif Développement durable

Éditorial & tribune..... P4-6

#### 2015 : Ce qu'il faut retenir

P7

1. Le contexte international
2. Nos champs d'action
3. Nos zones d'intervention
4. Notre vision
5. Notre mode opératoire
6. Nos résultats sur le terrain

#### Notre action sur le terrain

P.20

Énergie solaire et agriculture (La Réunion)..... P.22

Accès à l'énergie (Afrique)..... P.27

Efficacité énergétique (Chine)..... P.29

Formation et emploi (Tunisie)..... P.32

Entrepreneuriat (Afrique)..... P.39

Santé (RDC)..... P.41

Contenir les crises (Liban)..... P.45

Climat et adaptation  
(République dominicaine)..... P.48

Planification urbaine (Bénin)..... P.54

Indications géographiques (Guinée, Tunisie,  
Cameroun, Cambodge)..... P.56

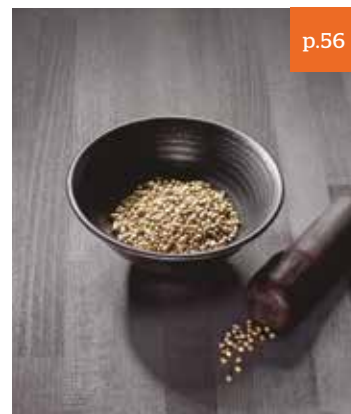
Transport urbain (Inde)..... P.58

Biodiversité (Mexique)..... P.61

#### Actions de sensibilisation

P.63

(Tahiti, Paris, Lyon)



# Nous sommes à un tournant : l'économie mondiale s'engage sur une autre trajectoire

**Laurence Tubiana**

Présidente du Conseil d'administration, Représentante spéciale pour la Conférence COP 21 et Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique

L'année 2015 s'est achevée sur l'accord de Paris sur le climat, un accord qualifié d'historique par la presse mondiale, de nombreux chefs d'État et de gouvernement, des acteurs économiques, des représentants d'autorités locales et d'ONG... Une unanimité jamais vue en matière d'accords internationaux. Ce très beau succès est celui de la politique internationale de la France. C'est le résultat de la mobilisation du réseau diplomatique, des responsables politiques français et de l'équipe de la COP 21 à laquelle l'AFD a apporté son concours précieux.

Ce moment de grande émotion est aussi un tournant. Il a inscrit la lutte contre le changement climatique comme une priorité politique pour tous les pays parties à l'accord : 189 pays ont déposé des plans climat et 150 chefs d'État sont venus apporter leur soutien à un accord qui doit placer l'économie mondiale sur une autre trajectoire.

C'est une nouvelle vision du développement qui a été ainsi formellement approuvée tant par les pays développés que par les pays en développement ; un développement résilient au changement climatique, qui déconnecte la croissance économique des émissions de gaz à effet de serre et qui soit durable dans toutes ses dimensions humaines.

L'accord de Paris, en lien avec les Objectifs de développement durable, définit aujourd'hui un nouvel espace de déploiement pour notre Agence.

Ainsi, les demandes des pays avec lesquels nous coopérons vont s'accroître et les priorités vont changer. Dès l'année prochaine, certains pays vont transcrire leurs contributions nationales en plans d'investissements, plans d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie, politiques de transport, d'usage des terres, plans d'urbanisme. Ils se traduiront en programmes et en projets. Tous les cinq ans, ces programmes seront revus et si possible améliorés. Cette évolution a été largement anticipée par l'AFD depuis plusieurs années mais

**« Il faudra à chaque fois inventer, percevoir les leviers de changement, repérer les acteurs porteurs de visions différentes. »**

son institutionnalisation implique de changer d'échelle. Cela se fera grâce à l'augmentation des ressources financières que, d'ici à 2020, l'Agence pourra mobiliser en particulier pour le climat, mais ce ne sera

possible que si les ressources humaines accompagnent ce déploiement.

Un beau défi pour l'Agence, qui devra se montrer encore plus innovante car ces grandes orientations sur le développement l'entraînent sur des territoires qui sont bien loin d'être connus. Le développement sobre en carbone, celui qui intègre tous les Objectifs de développement durable, aucun pays aujourd'hui n'en a les recettes ou le modèle complet.

Il faut et il faudra à chaque fois, en fonction de contextes nationaux et locaux tous différents, inventer, comprendre les inerties, percevoir les leviers du changement, repérer les acteurs qui sont porteurs de visions différentes et qui seront les entrepreneurs de ces nouveaux modèles de développement.

L'équipe de l'AFD dans son ensemble est sans doute, parmi les institutions de développement, l'une des plus qualifiées pour préparer ce changement et l'a démontré dans de nombreuses opérations. Mais le passage à l'échelle, le « nouveau normal » impliquera que ce qui a parfois été des opérations pilotes, des ballons d'essai, devienne la pratique courante.

Jamais la devise de l'Agence – « développeur d'avenirs durables » – n'aura eu autant de pertinence. Bravo à tous! ♦





## **« Il y a urgence à travailler collectivement à l'échelle planétaire. »**

**Anne Paugam**  
Directrice générale

**L'**année 2015 a été structurante pour l'agenda du développement international: la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement durable, l'adoption des Objectifs de développement durable à New York et la COP 21 sur le climat à Paris ont défini un nouveau cadre universel, qui concerne l'ensemble de la planète. **Ces trois temps forts ont souligné l'urgence à travailler encore davantage collectivement à l'échelle planétaire, et de manière concertée face aux grands défis d'un monde aux interdépendances croissantes.**

**Ce nouvel agenda confirme la pertinence du positionnement de l'Agence Française de Développement (AFD), qui décline déjà l'universalité des Objectifs de développement durable (ODD).** Nous intervenons avec la même philosophie dans les outre-mer et les pays en développement, sur tous les continents, avec une mission unique de financeur du développement durable. Face aux défis communs, notre action, conduite au bénéfice des populations de nos pays partenaires, participe d'une mondialisation plus juste et d'un développement plus durable. ►►►



**«Les Français sont de plus en plus conscients des défis communs qui lient la France aux autres régions du monde.»**

Cette action au Sud est également conduite au nom et dans l'intérêt des Français. Nos concitoyens sont de plus en plus conscients des défis communs et des interdépendances qui lient la France aux autres régions du monde. Cela est évident sur les thématiques du climat, des migrations ou des normes sociales, par exemple.

**Ce nouvel agenda renforce aussi l'AFD dans la manière de remplir sa mission.** Les trois sommets de 2015 ont mis en avant une logique de partenariats et de coalitions d'acteurs et consacré l'importance de disposer d'une palette d'outils financiers large, et favorisant les effets de levier. L'Agence met en œuvre une vision de l'aide qui s'appuie sur les acteurs les plus pertinents, travaillant avec le public, le privé, les collectivités, la société civile. Afin de répondre à leurs demandes et d'anticiper leurs besoins, l'AFD innove pour proposer des outils financiers adaptés et pour apporter l'expertise nécessaire. Nos outils de lutte contre les fragilités et de réponse aux crises ainsi que l'appui à la structuration de politiques publiques, comme l'élaboration des contributions nationales pour la COP 21, constituent deux exemples de ces évolutions.

**Les trois grands rendez-vous internationaux de 2015 ont conduit la France à une ambition renouvelée.** Les décisions du président de la République annoncées en septembre 2015 et l'objectif ambitieux d'augmenter de 50% les engagements du groupe AFD d'ici 2020 renforcent le rôle de l'AFD pour la porter à la hauteur des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Les moyens supplémentaires en prêts et en dons mis en place dès 2016, et le rapprochement avec la Caisse des Dépôts

et Consignations, ouvrent des perspectives pour répondre aux défis universels que représentent les ODD. Le groupe AFD atteindra ainsi une nouvelle dimension, demeurant un acteur influent dans le concert des acteurs du développement, au service de la politique extérieure et du rayonnement de la France et au bénéfice des Français.

**L'AFD dispose de nombreux atouts pour relever ce défi.** Les décisions prises sont d'abord une reconnaissance de notre positionnement et de nos impacts sur le terrain ces dernières années. Un autre atout réside dans notre capacité à fédérer les énergies et à aller chercher les talents et les porteurs de solutions : au niveau local grâce à notre réseau d'agences, au niveau international grâce aux partenariats et aux initiatives menées avec les autres bailleurs, et en France où nous entretenons des liens de plus en plus étroits avec les porteurs de solutions – ONG, collectivités locales, instituts de recherche, entreprises et bureaux d'études. L'AFD peut ainsi contribuer à la diffusion des savoir-faire français à l'étranger et accompagner les transitions vers un développement durable.

**«L'AFD est porteuse de la vision française selon laquelle le développement est un cercle vertueux.»**

**L'AFD est donc porteuse de solutions pour un monde plus durable, plus juste et plus sûr.** Nul doute que sa forte croissance d'ici 2020, décidée en 2015, lui permettra d'être davantage encore génératrice de progrès et de résultats concrets sur le terrain, de continuer à rayonner sur le plan intellectuel, à peser sur l'agenda international, et à être porteuse de la vision française selon laquelle le développement est un cercle vertueux, et pour laquelle la France et les Français sont fiers de s'engager. ♦



---

LA MISSION DE L'AFD

# 2015

## CE QU'IL FAUT RETENIR

- 1. Un destin commun** P.8
- 2. 8,3 Md€ engagés** P.10
- 3. Priorité à l'Afrique** P.12
- 4. Des modèles à réinventer** P.14
- 5. Le développement, une responsabilité collective** P.16
- 6. Nos résultats sur le terrain** P.18

# 1.

## Un destin commun

Ces dernières années, l'accélération des progrès techniques et des échanges a réduit le temps et l'espace et créé de forts liens d'interdépendance entre les différentes régions du monde.

Notre quotidien peut aujourd'hui être directement impacté par la propagation d'une pandémie. Tout comme par les choix de développement de la Chine ou de l'Inde, dont les classes moyennes aspirent à un niveau de vie comparable à celui de l'Europe, ou encore par l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient et en Afrique. Les conséquences du dérèglement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières. Face à ces défis, notre destin est désormais commun.

La logique d'une aide à sens unique, du Nord vers le Sud, est aujourd'hui dépassée. Les flux d'hommes, de savoir et d'argent s'entrecroisent; des entreprises à capitaux indiens, brésiliens, africains investissent en France. Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ont lancé leur propre banque de développement. Le monde est multipolaire depuis la chute du mur de Berlin; la coopération internationale le devient à son tour.

### ODD, LE CAP EST FIXÉ

*Ce sont 17 objectifs que se sont fixés les Nations unies en septembre 2015, pour mettre fin à l'extrême pauvreté, réduire les inégalités, lutter contre les dérèglements climatiques d'ici 2030 et promouvoir des modèles de développement plus justes et plus durables. La nouveauté? Des objectifs universels et indivisibles qui valent tout autant pour les États-Unis que pour le Pérou ou le Tchad.*

*Cette vision partagée par l'ensemble de la planète sur la direction à prendre pour les 15 prochaines années est prometteuse. Elle invite à la mobilisation de tous: communauté internationale, États, ONG, collectivités locales, entreprises et citoyens. Nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère, dans laquelle l'Agence Française de Développement entend jouer pleinement son rôle.*





## DES DÉFIS SANS FRONTIÈRES

### INÉGALITÉS

1%

**DE LA POPULATION**  
détient 50%  
des richesses  
mondiales.

### ÉCOLOGIE



60%

**DES ÉCOSYSTÈMES**  
se sont dégradés  
au cours des 50  
dernières années.

### URBANISATION

+5

**MILLIONS DE  
NOUVEAUX  
HABITANTS**

arrivent chaque mois dans les villes  
d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

### ÉDUCATION

2/3

**DES 796 MILLIONS  
D'ANALPHABÈTES**  
sont des femmes.



### EMPLOI



73,4

**MILLIONS  
DE JEUNES**

sont au chômage dans le monde. Ils sont  
1 sur 4 au Maghreb et au Moyen-Orient.

# 2.

# 8,3 Md€ engagés

2015 CE QU'IL FAUT RETENIR

### SECTEURS FINANCÉS (1)

- 1862 M€** Secteur productif (microcrédit, soutien aux PME, secteur bancaire) (22,5 %)
- 1678 M€** Énergie propre et d'un coût abordable (20 %)
- 1592 M€** Infrastructures et villes durables (19 %)
- 863 M€** Éducation de qualité et santé (10,5 %)
- 775 M€** Eau potable et assainissement (9,5 %)
- 696 M€** Biodiversité et ressources naturelles (8,5 %)
- 397 M€** Agriculture durable et sécurité alimentaire (5 %)
- 447 M€** Autres (aides budgétaires...) (5 %)

### LES OUTILS FINANCIERS (1)

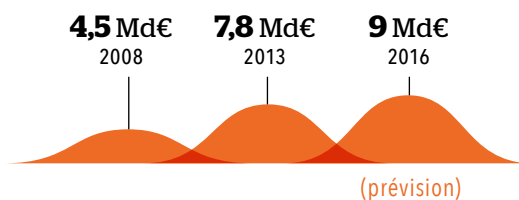
#### Dans les outre-mer

- 77 M€** Garanties et participations (5 %)
- 547 M€** Financement des PME (Bpifrance) (35 %)
- 945 M€** Prêts (60 %)

#### Dans les États étrangers

- 65 M€** Soutien aux ONG (1 %)
- 153 M€** Délégations de fonds d'autres bailleurs (2,5 %)
- 210 M€** Dons projets (3 %)
- 307 M€** Garanties et participations (4,5 %)
- 684 M€** Autres subventions (10 %)
- 2133 M€** Prêts non souverains (31,5 %)
- 3194 M€** Prêts souverains (47,5 %)

(1) en millions d'euros



### NOS RESSOURCES



**Ressources de l'État**  
**1,2 Md€**

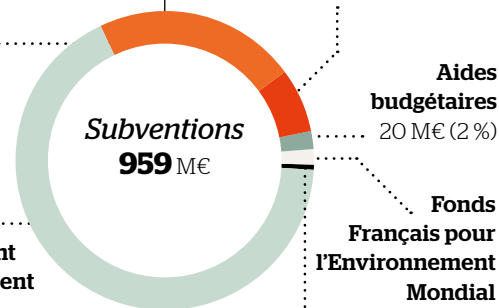
**Soutien aux interventions des ONG** 65 M€ (7%)

**Dons projets**  
210 M€ (22%)

**Aides budgétaires**  
20 M€ (2%)

**Contrats de désendettement et développement**  
641 M€ (67%)

**Fonds Français pour l'Environnement Mondial**  
16 M€ (1,5%)



**Bonifications**  
(permet des prêts à taux réduit)

**Subventions diverses**  
7 M€ (0,5%)

États étrangers: **273 M€**  
Outre-mer: **21 M€**

## CONCILIER CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT



L'accélération du changement climatique menace les progrès de développement partout dans le monde, en particulier dans les pays les plus pauvres. Dans le même temps, le développement, parce qu'il s'accompagne d'une augmentation de la consommation de ressources naturelles et d'énergies fossiles, risque d'aggraver le dérèglement climatique. Cette réalité place États, institutions et citoyens face à une problématique inédite : celle de concilier deux urgences qui parfois s'opposent.

Depuis 2005, l'AFD prouve qu'il est possible d'agir à la fois en faveur du développement et du climat. Ainsi, 55 % des projets qu'elle a soutenus en 2015 à l'étranger ont répondu à cette double exigence. Les pays les plus pauvres et les plus fragiles sont, évidemment, ceux qu'elle accompagne en priorité. L'objectif de l'AFD est double : les aider à adapter leur économie aux effets déjà tangibles du dérèglement climatique et saisir les opportunités offertes par la transition écologique.

En 2015, l'AFD aura financé des projets « climat » à hauteur de 2,9 milliards d'euros. Elle aura également aidé 26 pays africains à élaborer leurs contributions nationales au premier accord universel sur le climat, signé lors de la COP 21.

## LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS



Au cours des dernières décennies, des centaines de millions de personnes sont sorties de la grande pauvreté. Mais, en parallèle, les inégalités se sont creusées partout dans le monde. À l'heure actuelle, 1 % de la population mondiale détient la moitié des richesses ; les femmes et les jeunes sont les plus sévèrement touchés par ces inégalités.

Un développement profitable à tous passe d'abord par l'accès aux biens essentiels. Les financements de l'AFD en la matière visent à renforcer les services publics (politiques éducatives et fiscales, systèmes de protection sociale) et le développement humain (promotion des femmes, insertion professionnelle des jeunes).

En 2015, 69 % des dons ont été dédiés aux pays pauvres prioritaires d'Afrique, et 41 % des projets financés contribuent à davantage d'égalité femmes/hommes.

Réduire les inégalités, c'est aussi travailler à une mondialisation plus juste, qui ne s'accompagne pas de la détérioration des conditions de travail et de la destruction des ressources naturelles. Afin d'éviter ce *dumping* social et environnemental, l'AFD veille, dans les projets qu'elle finance, à la mise en place de normes environnementales et sociales exigeantes. Elle appuie aussi des initiatives qui améliorent

les conditions de travail, par exemple dans le secteur du textile au Cambodge.

L'AFD est également convaincue de l'importance du soutien au secteur privé pour favoriser la création d'emplois et le dynamisme de l'économie dans les pays en développement. Entre 2013 et 2015, plus de 150 000 petites entreprises ont bénéficié de conseils ou de financements. Plus globalement, le soutien au secteur bancaire et l'offre

de partage des risques de crédit (garanties) incitent les banques locales à octroyer des prêts. Ces emprunts permettent d'investir, de créer des emplois ou de lancer des projets positifs pour l'environnement.

# 21 Md€

**ENGAGÉS EN FAVEUR  
DU CLIMAT  
DEPUIS 2005**

## AGIR FACE AUX CRISES ET AUX VULNÉRABILITÉS



Près de 2,6 milliards de personnes ont été affectées par une catastrophe naturelle au cours des dix dernières années et plus de 1,5 milliard vivent dans des pays touchés par un conflit violent.

Dans les zones en crise, l'AFD a adapté sa stratégie et s'est dotée de nouveaux moyens d'action. Elle peut désormais intervenir juste après l'urgence humanitaire et sécuritaire, en appui à la diplomatie française et mieux collaborer avec les différents acteurs de l'urgence et du développement. Son action cible des opérations ayant un effet sur le développement d'une région (pour renforcer la capacité d'adaptation et de prévention) et sur les vulnérabilités alimentant la crise (pour en traiter les causes).

En 2015, 9,5 % des dons ont été attribués à des pays en crise (Haïti, territoires palestiniens...). En République centrafricaine, la mise en place rapide de travaux urbains très demandeurs en main-d'œuvre a contribué à la relance du pays. Au Liban et en Jordanie, l'appui de l'AFD aux ONG françaises et locales dans l'accueil des réfugiés syriens permet de soutenir les plus vulnérables.

# 3.

# Priorité à l'Afrique

*Le continent africain, où les enjeux de développement sont les plus cruciaux, demeure la zone prioritaire d'intervention de l'AFD, avec des financements en faveur de la stabilité et de la prospérité.*

**L'**Afrique connaît une double croissance soutenue : économique et démographique. Cette dynamique présente des opportunités, mais également des défis pour les politiques publiques des États et les acteurs du développement.

Il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire des populations, d'organiser des villes plus durables, d'équiper et de désenclaver les territoires, de favoriser la création d'emplois pour intégrer les millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Il faut aussi réduire la pauvreté et les inégalités et garantir une gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de dérèglement climatique.

En décembre 2013, le président de la République, François Hollande, annonçait le doublement des financements du groupe AFD destinés au continent africain, Maghreb inclus (20 milliards d'euros de 2014 à 2018). Ainsi, en 2015, les financements du Groupe sur le continent ont atteint le volume record de 3,8 milliards d'euros.

En Afrique subsaharienne, plus spécifiquement, la moitié des projets appuyés concernent le développement des infrastructures, de villes durables, ainsi que l'accès à l'énergie. L'AFD finance aussi des projets liés à l'accès aux services essentiels que sont l'eau, la santé et l'éducation. Elle soutient également l'agriculture familiale, la préservation des ressources naturelles et le développement d'entreprises créatrices d'emplois.

En septembre 2015, l'AFD a adopté pour cinq ans un « plan d'action Sahel ». Il vise à dépasser l'approche pays par pays pour mieux répondre aux défis de cette vaste zone aux frontières poreuses, et marquée par une forte incertitude géopolitique. Sa mise en œuvre se fera en concertation avec des ONG autour de trois axes prioritaires : l'emploi et la formation des jeunes, l'accompagnement de la transition démographique, et le développement des territoires ruraux et urbains les plus déséquilibrés.

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

**PRIORITÉS :** promouvoir une croissance sobre en carbone et plus égalitaire, partager les savoir-faire français.

### AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**81%** DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES allouées par l'État français.

**3,1** MD€ ENGAGÉS.

**38%** DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE AFD (+ 6% vs 2014).

### OUTRE-MER<sup>(1)</sup>

**PRIORITÉS :** accompagner la définition de nouveaux modèles économiques : financer et conseiller les collectivités, soutenir le secteur privé, financer l'habitat et l'aménagement urbain, renforcer les échanges avec les pays voisins.



## MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT

**14 %** de notre activité  
1,2 Md€

**PRIORITÉS :** promouvoir l'intégration euro-méditerranéenne, contribuer à la création d'emplois et au développement des territoires marginalisés.

**MOYENS :** prioritairement des prêts, subventions pour des actions en faveur des populations en grande difficulté (réfugiés syriens, population palestinienne...).

**12 %** de notre activité  
1 Md€

**MOYENS :** prioritairement des prêts, sans apport financier de l'État français dans les grands émergents.

## ASIE

**17 %** de notre activité  
1,4 Md€

**PRIORITÉS :** promouvoir une croissance sobre en carbone et plus égalitaire, partager les savoir-faire français.

**MOYENS :** prioritairement des prêts, sans apport financier de l'État français dans les grands émergents.

(1) Guyane, Martinique, Guadeloupe, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon.

**19 %** de notre activité  
1,6 Md€

**MOYENS :** prêts, garanties, financements des PME (Bpifrance).

## Des missions toujours différentes

Financement de projets, partage de savoir-faire et d'expertise, conseil en politiques publiques, production de travaux de recherche et participation aux grands débats internationaux... l'AFD travaille tout autant avec les États qu'avec les banques, les collectivités locales, les entreprises et les ONG.

## La transition écologique, un vrai projet d'avenir

**Gaël Giraud**, Chef économiste de l'AFD



“ La transition écologique représente le vrai projet social, politique et économique à venir. Quelle planète allons-nous transmettre aux générations futures? La réponse à cette question peut devenir un projet de société susceptible de créer des emplois, de donner du sens. Il suppose des transformations radicales. Partout, nous aurons besoin de petits centres urbains innervés par des transports publics, sans voitures ni moteurs à explosion susceptibles d'aggraver la pollution.

Il faudra apprendre à renoncer autant que possible à l'avion et avoir recours à une polyagriculture biologique proche des centres urbains. Ce qui suppose une redistribution des revenus...

Beaucoup d'initiatives de terrain à la périphérie de nos sociétés vont dans cette direction. L'entreprise de demain s'inaugure aujourd'hui dans les centres de recyclage des déchets en plastique à Mexicali, dans les coopératives agroécologiques de Zambie tout autant qu'à la Silicon Valley. Les pêcheurs des côtes du Sénégal confrontés à la raréfaction de la faune halieutique, tout comme les agriculteurs en Corrèze et dans la Creuse, ont bien plus conscience de la nécessité de changer de modèle et de l'urgence des enjeux climatiques que les élites urbaines. Les lieux du pouvoir, financier surtout, sont les principaux lieux de résistance au changement même si, à titre individuel, on trouve heureusement quelques prophètes courageux. À la périphérie de nos organisations sociales, la conscience et le désir d'avancer sont déjà présents. ”

## Nous luttons contre la fraude et la corruption

**Sandrine Boucher**, Directrice exécutive des Risques



“ Pour l'AFD, comme pour tout bailleur, la bonne allocation de ses financements constitue un enjeu majeur. Cette préoccupation est indissociable de notre mission fondamentale de lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance dans les pays où nous intervenons. Or, la corruption, la fraude ainsi que toute forme de détournement de l'aide portent durablement atteinte à la crédibilité et à la légitimité de telles missions, en en renchérissant indûment le coût et en jetant le discrédit au sein de l'opinion publique sur la bonne allocation de l'aide et parfois, plus gravement, sur l'utilité de celle-ci. C'est pourquoi les équipes de l'AFD sont résolument déterminées à lutter contre la fraude et la corruption pouvant entacher les opérations qui sont financées.

À cette fin, nous avons déployé des outils et moyens visant à prévenir, détecter et maîtriser la corruption, la fraude et, plus globalement, le mauvais usage des financements.

Dans le cadre de l'exécution des projets, nous veillons à leur bon déroulement en nous appuyant sur nos bureaux à travers le monde à chaque étape clé : suivi de la préparation et de l'exécution des appels d'offres, décaissements sur base de pièces justificatives, réalisation de missions sur le terrain, possibilité de conduire des audits pour contrôler la bonne utilisation des fonds... En cas d'irrégularité, nous pouvons suspendre les versements et décider, le cas échéant et au terme d'un examen approfondi, de mesures correctives, voire d'un remboursement des sommes dont l'utilisation est injustifiée. L'AFD travaille constamment à l'amélioration et au renforcement de ses actions et de ses pratiques en la matière, en capitalisant sur les cas rencontrés et en s'appuyant sur les bonnes pratiques et les outils déployés par les autres bailleurs. ”

## Le progrès social passe par la réduction des inégalités

**Laurence Breton-Moyet,**  
Directrice exécutive  
des Opérations



“ La réduction des inégalités, dans et entre les pays, est un des objectifs les plus emblématiques du passage des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs de développement durable (ODD) : non plus seulement lutter contre la pauvreté, mais veiller aussi à ce que d’ici 2030, le revenu des 40% les plus pauvres de la population progresse plus vite que celui de la moyenne nationale (ODD 10.1). L’augmentation exponentielle des inégalités depuis les années 1980, alors que l’extrême pauvreté serait en recul, met ce sujet au cœur des problématiques de développement comme en témoigne l’attribution en 2015 du prix Nobel d’économie à Angus Deaton pour ses travaux sur la mesure de la pauvreté, la protection sociale et les inégalités. La réduction des inégalités, la confiance et l’identité sont le ciment de la cohésion sociale. Cette dernière

se traduit par un fort sentiment d’appartenance des individus à la société et une perception de celle-ci comme étant plus grande que la somme de ses parties.

L’exigence de réduction des inégalités s’exprime de manière particulièrement vive dans les « nouveaux » pays émergents (hors BRICS), où l’enjeu n’est pas seulement de lutter contre l’exclusion des uns, mais aussi d’œuvrer à la cohésion de tous. Cette cohésion est par exemple menacée quand les droits de la personne (sa dignité) sont méconnus, quand les normes de production ou de consommation ne respectent ni « plancher social » (travail décent) ni « plafond écologique » (gaspillage des ressources), quand la distribution des richesses ne permet aucun retour sur investissement sous forme de progrès social.

Au-delà de ses activités de lutte contre la pauvreté dans les pays les plus pauvres, l’AFD a donc pour vocation le renforcement de la cohésion sociale dans l’ensemble des pays en développement. ”

## 4. Des modèles à réinventer

*Pour construire le monde de demain et relever les défis communs et universels, nous avons besoin, collectivement, de changer de modèles. De faire émerger des trajectoires de croissance qui permettent de lutter contre la pauvreté et de réduire les inégalités tout en préservant la planète.*

## 5.

# Le développement, une responsabilité collective

**L**e financement du développement nécessite des moyens bien supérieurs à la seule aide publique au développement (APD). Les besoins pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) se calculent en milliers de milliards de dollars par an. Si, face aux défis communs, la solidarité est plus que jamais indispensable dans l'intérêt de tous, il faut aussi chercher à mobiliser d'autres types de ressources, dont les investissements privés. Les bailleurs de fonds comme l'AFD ont un rôle incitatif à jouer, ainsi que les financements publics locaux. Les financeurs internationaux du développement doivent davantage s'appuyer sur les États, banques, entreprises et collectivités locales des pays en développement, qui sont les mieux placés pour déployer efficacement des stratégies de développement durable.

## RENFORCER LES BANQUES LOCALES

Lorsque des agences de développement financent directement des projets, elles risquent de se substituer aux banques locales. Or, sans renforcement du tissu bancaire local, il n'y a pas de financement pérenne de l'économie. C'est pourquoi l'AFD privilégie la mise en place de lignes de crédit auprès des banques publiques et commerciales locales, avec un cahier des charges précis et des fonds orientés vers les secteurs du développement durable.

Sur certains territoires, où les acteurs financiers ne sont pas ou peu présents, le groupe AFD contribue à l'édification d'institutions financières et de micro-finance, notamment par un apport au capital.

## ENVOYER DES SIGNAUX POSITIFS AUX AUTRES FINANCEURS

Du fait des mouvements de déconcentration et de décentralisation, les investissements pour les services de base (logement, transport, eau et assainissement, énergie...) reviennent de plus en plus aux régions et aux municipalités. C'est pourquoi l'AFD accorde des prêts aux collectivités locales, sans la garantie de leur gouvernement.

Le prêt direct d'un bailleur international à une collectivité locale envoie un signal positif et incitatif

## Travailler avec tous les acteurs de la coopération

Dans un monde multi-acteurs, la pertinence de l'action de l'AFD passe par sa capacité à travailler en lien avec l'ensemble des acteurs du développement. Afin de financer des projets d'envergure, l'AFD s'engage dans des cofinancements avec l'Union européenne, les agences bilatérales d'aide, les bailleurs émergents, les institutions financières de développement ou encore des fondations.

Elle accompagne aussi des ONG et des collectivités territoriales françaises engagées dans des actions de développement, et entretient un dialogue avec les entreprises.



vis-à-vis du marché. Le bailleur prend un risque que le marché n'est pas encore prêt à assumer. Puisqu'il accorde sa confiance, d'autres bailleurs internationaux et banques commerciales domestiques peuvent suivre son exemple. La confiance qu'il place à travers son financement permet même parfois aux collectivités d'accéder directement aux marchés financiers.

#### **COMBINER DES DONS ET DES PRÊTS**

Pour faciliter la mobilisation de financements vers les pays en développement, l'AFD combine depuis plusieurs années l'octroi de prêts et de subventions (mixage prêts-dons).

Dans le financement d'infrastructures importantes, la subvention agit à plusieurs niveaux. Elle fait baisser le taux d'intérêt de l'emprunt et rend ainsi l'opération possible financièrement, et elle améliore la qualité et la durabilité des projets en finançant un accompagnement technique et le renforcement des capacités du partenaire. Elle élargit également le nombre de bénéficiaires finaux, en finançant par exemple le raccordement à un réseau électrique de foyers à faibles revenus.

#### ***L'argent public doit inciter les investissements privés à financer un développement durable.***

Enfin, ce mixage entre les prêts et les dons permet souvent de fédérer d'autres financements (effet de levier), notamment des ressources domestiques et privées.

L'AFD réalise aussi avec l'Union européenne, premier bailleur mondial, des mixages prêts-dons. L'Union européenne a ainsi annoncé qu'environ 8 milliards d'euros de subvention seraient alloués aux mécanismes de mixage prêts-dons européens entre 2015 et 2020. Une bonne manière de lever davantage de fonds en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable et de renforcer la coordination et les cofinancements entre bailleurs. ♦



“

## ***Les ressources financières se trouvent au Sud. Le Nord doit aider à les mobiliser.***

**Yves Guicquéro**, Responsable de la Division Agenda de l'aide et partenariats internationaux à l'AFD

*La mise en œuvre des Objectifs de développement durable se fera grâce aux régions, aux villes et à l'ensemble des acteurs locaux du développement.*

*Du fait des mouvements de décentralisation à l'œuvre dans de nombreux pays, ce sont eux, les décideurs et maîtres d'ouvrage des investissements indispensables à leur atteinte.*

*C'est pourquoi ils doivent être les premiers bénéficiaires des actions d'appui, de conseil et de soutien financier. L'enjeu central est de renforcer leurs capacités d'accès direct aux ressources financières internationales et domestiques (fiscalité locale, transferts de l'État, emprunts directs, émissions obligataires...).*

*Pour ce faire, le renforcement des systèmes et acteurs financiers domestiques (banques nationales de développement, banques publiques et privées, réseaux d'assurances...) est indispensable. Ce sont les mieux à même de mobiliser l'épargne domestique et de l'allouer au financement du développement durable. Ils connaissent mieux que quiconque les acteurs économiques, leurs besoins, leurs contraintes, les moteurs et les freins dans leurs décisions d'investissement.*

*Les ressources financières se trouvent au Sud. Celles du Nord doivent se fixer pour objectif de les mobiliser, d'en faciliter l'accès aux acteurs locaux et de les canaliser vers des investissements répondant aux Objectifs de développement durable.* ”


# 6.

## Nos résultats sur le terrain

*Avant de financer un projet, l'AFD estime les résultats qui en sont attendus. Depuis 2012, elle mesure également systématiquement les résultats effectifs, constatés sur le terrain une fois le projet réalisé.*

*Les résultats sont très variables d'une année sur l'autre au gré des réalisations et travaux sur le terrain. Il est donc plus pertinent de les observer sur plusieurs années.*

*Quelques éléments chiffrés de 2013 à 2015.*



**3,8**

**millions de personnes**  
ont eu accès à une source  
pérenne d'eau potable  
grâce à l'action de l'AFD.



# 150 000

**petites entreprises** ont bénéficié d'appui-conseil ou de financements.



# 373 000

**jeunes** ont été accueillis dans des dispositifs de formation professionnelle.



# 16

**millions de femmes et 15 millions d'enfants** de moins de 5 ans ont été soignés<sup>(1)</sup>.



# 1

**million de personnes** ont bénéficié d'un système d'assainissement amélioré.

# 2,6



**millions d'enfants** ont été scolarisés au primaire et au collège.



# 11,4

**millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an**

C'est la diminution des émissions de gaz à effet de serre prévue grâce aux projets d'atténuation du changement climatique financés entre 2013 et 2015.

# 34



**millions d'hectares** ont bénéficié chaque année de programmes de conservation, restauration ou gestion durable des écosystèmes terrestres et maritimes.

# 710 000



**exploitations agricoles familiales** ont été soutenues directement en moyenne chaque année, à travers le financement de systèmes d'irrigation, de plantations et de formations.

# 1,6



**million de passagers** par jour ont emprunté des moyens de transport en commun nouveaux ou modernisés.

# 1750



**mégawatts d'énergie renouvelable** ont été installés.

# 2,6



**millions de personnes** ont vu leur habitat amélioré ou sécurisé.

# 602 000

**personnes** ont été raccordées au réseau de distribution d'électricité ou ont bénéficié de l'électrification.



## AUTOUR DE LA COP 21

L'AFD a accompagné 26 pays africains dans l'élaboration de leur contribution nationale au premier accord universel sur le climat lors de la COP 21.

Elle a également organisé le Forum Finance Climat en mars à Paris, dans le cadre de l'International Development Finance Club (IDFC). Les 22 banques de développement membres de ce club, mais aussi des banques privées, des fonds d'investissement et de pension, des assureurs se sont entendus sur une norme commune pour mesurer les financements favorables au climat. Un signal fort pour encourager l'investissement dans ce secteur. Enfin, l'exposition de sensibilisation « 60 solutions face au changement climatique », coproduite par l'AFD, a fait le tour du monde (240 présentations, 670 000 visiteurs).

(1) Chiffres uniquement pour 2015, dans le cadre de la mise en œuvre par l'AFD du Fonds Français Muskoka qui vise à réduire dans le monde la mortalité infantile des deux tiers et la mortalité maternelle des trois quarts.

## SOMMAIRE

### ÉNERGIE SOLAIRE ET AGRICULTURE

La Réunion, un laboratoire insulaire  
pour le photovoltaïque ..... P.22

### ACCÈS À L'ÉNERGIE

De l'électricité dans l'air en Afrique..... P.27

### EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Se chauffer sans faire monter  
la température..... P.29

### FORMATION ET EMPLOI

Une jeunesse en quête d'avenir ..... P.32

Recherche d'emploi,  
recherche tout court..... P.37

### ENTREPRENEURIAT

La microfinance pour quitter l'informel ..... P.39

Libérez les PME africaines!..... P.40

### SANTÉ

Les mères et les enfants d'abord  
à Kinshasa ..... P.41

### CONTENIR LES CRISES

Réfugiés au Liban, le défi du vivre-  
ensemble..... P.45

### CLIMAT ET ADAPTATION

Les miraculés de Saint-Domingue ..... P.48

### PLANIFICATION URBAINE

Vivre sur la lagune ..... P.54

### INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Des sources de revenus et de fierté..... P.56

### TRANSPORT URBAIN

Kochi, bien plus qu'un métro ..... P.58

### BIODIVERSITÉ

Dix maires au chevet d'un fleuve ..... P.61



---

## LES PROJETS

# NOTRE ACTION sur le terrain

GRÂCE À SES 75 BUREAUX À TRAVERS LE MONDE,  
L'AFD FINANCE ET ACCOMPAGNE DES PROJETS  
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES QUI PROTÈGENT  
L'ENVIRONNEMENT, LUTTENT CONTRE  
LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET RÉDUISENT  
LES INÉGALITÉS. RETOUR SUR QUELQUES-UNS  
D'ENTRE EUX.



Sur le site de Pierrefonds, qui appartient à la première génération de projets Akuo, on cultive surtout des plantes médicinales typiques de La Réunion. En intercalant ces cultures en voie de disparition entre les rangées de panneaux, les exploitants de Pierrefonds assurent la survie de méthodes traditionnelles que la pression foncière réunionnaise et la concurrence internationale mettaient en péril.



# La Réunion,

un laboratoire  
insulaire pour le  
photovoltaïque



**LA RÉUNION** - Sur l'île de La Réunion, où l'ensoleillement exceptionnel constitue le terrain le plus favorable au développement du photovoltaïque mais où la pression foncière rend difficile ce type d'investissement, le groupe français Akuo Energy a développé le concept innovant d'Agrienergie®, qui concilie exploitation de l'énergie solaire et préservation des cultures traditionnelles. Retour sur ces projets, soutenus depuis plusieurs années, déjà, par l'AFD, qui doivent notamment leur succès à leur bonne intégration dans leur environnement naturel, économique et social.



**E**n tant que territoire insulaire, La Réunion importe la plupart du combustible de ses centrales électriques, ce qui l'incite au développement de pratiques innovantes afin d'aboutir à une plus grande autonomie énergétique. Du fait des coûts élevés d'acheminement du carburant, les énergies renouvelables sont devenues financièrement compétitives par rapport aux centrales à diesel habituellement utilisées en milieu insulaire. Les conditions climatiques particulières du territoire ultramarin, notamment ses plus de 230 jours d'ensoleillement par an, constituent une incitation supplémentaire au développement du photovoltaïque. L'autonomie énergétique grâce au renouvelable constitue donc un modèle à terme moins onéreux et créateur d'emplois. Voilà pourquoi La Réunion s'est donné comme objectif d'atteindre l'autonomie électrique totale d'ici 2030. À l'heure actuelle, 30% de l'énergie produite sur l'île est déjà issue du renouvelable. La Réunion est donc un laboratoire, un concentré d'innovation pour les énergies de demain.

En proposant, à travers son concept d'Agrinergie®, de faire cohabiter cultures agricoles et panneaux photovoltaïques sur une même parcelle, Akuo Energy s'inscrit pleinement dans cette logique.

Convaincue des bienfaits de ces projets, l'Agence Française de Développement a accordé des prêts à cinq projets innovants d'Akuo à La Réunion, pour un montant total de plus de 33 millions d'euros.

### L'AGRINERGIE®, POURQUOI ÇA FONCTIONNE ?

«Le concept de l'Agrinergie® est né à La Réunion», explique Steve Arcelin, directeur général d'Austral Energy, la filiale réunionnaise d'Akuo.

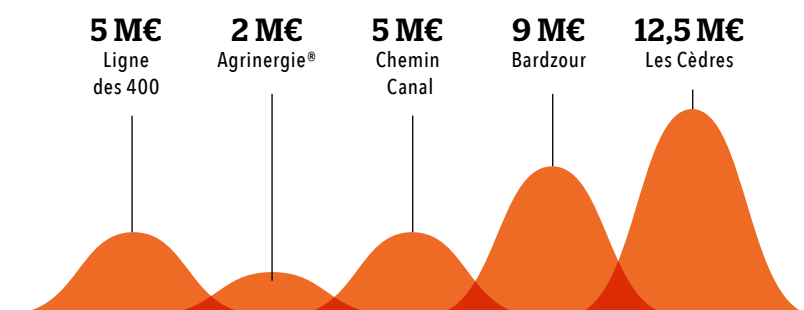
Pourtant, ceux qui connaissent La Réunion le savent : l'île est montagneuse, et les sommets abrupts ne laissent guère de place aux terres cultivables, qui ne représentent qu'un cinquième de la surface totale du département d'outre-mer.



Au départ, le monde agricole et les autorités redoutaient donc une prédation du foncier par le photovoltaïque, deux secteurs qui se font *a priori* concurrence. Mais la synergie technique introduite par l'Agrinergie® a largement su apaiser ces craintes grâce au partage d'espace. En acceptant de réduire ses marges avec l'écartement des panneaux, ou bien en intercalant les panneaux sur les toits de serres agricoles, tout en mettant à disposition des agriculteurs le foncier pour un euro symbolique pour une durée de 30 ans, les méthodes d'Akuo ont convaincu le monde agricole réunionnais. Agriterra, société agricole déployant l'Agrinergie® depuis 2011 pour le compte d'Akuo, a également su valoriser les savoir-faire locaux dans une démarche durable. Ainsi, le photovoltaïque cohabite aujourd'hui avec des cultures de géranium bourbon, de fruits de la passion, d'ayapana, de citronnelle, de pastèque ou encore avec de la pisciculture, comme sur le projet Les Cèdres, inauguré en 2015.

«La Réunion est idéale pour la mise en application de ce concept, étant donné la rareté du foncier et les difficultés rencontrées par le monde agri-

### LE FINANCEMENT DES PROJETS AKUO PAR L'AFD







1. Grâce au modèle Akuo, la culture de la citronnelle a été relancée avec succès à Pierrefonds, tout comme celle du géranium bourbon sur le site de Chemin Canal.

2. En alimentant plus de 500 foyers en électricité, les serres photovoltaïques d'Agrinergie® 1 évitent l'émission de 1 100 tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

*cole (difficultés d'investissement, pertes d'exploitation liées aux cyclones...)*», renchérit Coralie Valdebouze, ingénieur agronome sur le site de Bardzour. Afin de limiter l'impact destructeur des tempêtes tropicales, Akuo a effectivement investi dans des serres anticycloniques. Cette prédisposition réunionnaise est confirmée par l'exportation du savoir-faire d'Akuo dans des zones géographiques aux conditions météorologiques similaires, à savoir des milieux insulaires et tropicaux. Le souhait de Steve Arcelin qu'à terme, le concept d'Agrinergie® soit «*démultiplié à travers le monde*» est donc exaucé: un accord de partenariat a déjà été signé entre Akuo Energy et Pertamina, le principal fournisseur d'accès à l'électricité en Indonésie, pour mettre en place un projet du même acabit dans l'archipel.



2

## RÉINSÉRER AVEC LE BIO À BARDZOUR

À l'origine du projet Bardzour («*aube naissante*», en créole), un terrain en friche autour du centre de détention du Port. Depuis la mise en service du site, à la fin 2014, les serres et les cultures au sol d'Akuo Energy qui y ont été installées servent à former les détenus au maraîchage et à l'apiculture afin de faciliter leur réinsertion. Bardzour a également été pensé pour la protection de la biodiversité réunionnaise. Son *arboretum* de 2 hectares participe à la conservation d'un grand nombre d'espèces indigènes et endémiques de la forêt semi-sèche réunionnaise, dont il ne subsiste à l'heure actuelle que 1 % de l'écosystème naturel originel.

Par ailleurs, ce projet innove aussi d'un point de vue technique. En effet, la ferme solaire photovoltaïque est aussi couplée à une solution de stockage. Grâce au stockage, les problèmes d'intermittence sur le réseau électrique sont résolus par le relais des batteries lors du passage d'un nuage en journée et leur soutien lors de la pointe de consommation le soir, entre 18 h et 20 h. La centrale de Bardzour fournit ainsi de l'électricité à 12 000 habitants, soit un tiers de la population de la ville du Port. ♦

**Coralie Valdebouze**, ingénieur agronome à Bardzour

## « Sur les six personnes qui ont été libérées, quatre travaillent aujourd'hui dans le milieu agricole. »

### Comment est né le projet Bardzour et quel a été votre rôle dans sa réalisation ?

Le projet Bardzour est né de la rencontre avec le directeur du centre de détention du Port, qui souhaitait mettre en place un projet innovant et durable axé autour de plusieurs thèmes : sécurisation du site, amélioration du cadre de vie et réinsertion des détenus à la fin de leur peine. Akuo Energy a proposé aux détenus d'être employés pour la construction de la centrale au moment de l'installation des panneaux, puis d'être initiés aux métiers de demain dans l'agriculture : culture biologique, permaculture, métiers de

pépinière, horticulture et apiculture. Nous avons également mis en place un *arboretum* de plantes endémiques avec le soutien du Conservatoire botanique national de Mascarin, dans lequel nous avons intégré un parcours de santé ainsi qu'un espace *land art* comprenant des arbres fruitiers et des plantes aromatiques et médicinales.

### A-t-on des retours sur le volet réinsertion du projet ?

Grâce à l'intervention d'un apiculteur local, huit détenus ont été formés sur une période de huit mois. Le rucher école



développé à cette occasion est toujours en place et entretenu par les détenus qui suivent la formation en maraîchage. Au total, 19 personnes ont déjà été formées. Sur les six personnes libérées depuis le début de la formation, quatre travaillent aujourd'hui dans le milieu agricole. L'une d'entre elles s'est installée à son compte en tant qu'apiculteur professionnel. Un opérateur (un détenu qui a le droit de sortir de l'enceinte du quartier sécurisé pour travailler) a été formé au maraîchage et par la suite employé par Agriterria, et deux sont devenus employés des espaces verts. C'est très encourageant !



L'AFD a accompagné le projet Bardzour via un prêt de 9 millions d'euros.

# De l'électricité dans l'air en Afrique

**AFRIQUE** – Avec 16% de la population mondiale, l'Afrique représente seulement 6% de la consommation énergétique globale. Une fracture énergétique d'autant plus incompréhensible que le continent est doté d'un potentiel considérable en la matière (solaire, éolien et hydroélectrique, hydrocarbures...). L'accès à une énergie durable, indispensable à la croissance, ne pourra se faire en dupliquant les modèles du Nord, mais en adoptant des alternatives adaptées aux terrains africains, que l'AFD contribue à promouvoir.

**P**lus de 65% des Africains n'ont pas accès à l'électricité. C'est notamment dans les zones rurales et périurbaines que le raccordement aux réseaux nationaux est le plus complexe. L'ampleur du défi de l'électrification en Afrique pousse donc à l'innovation. Pour ce faire, l'AFD promeut un mix énergétique orienté autour du renouvelable comme au Kenya, ou bien du hors-réseau comme dans les zones rurales du Mali.

## À DÉFIS COLOSSAUX, ALTERNATIVES INNOVANTES

Longtemps, les États ont eu tendance à penser l'électrification seulement en termes de réseau. Mais avec le développement des énergies renouvelables, d'autres options ont fait leur chemin, et le hors-réseau se répand. En effet, les réseaux nationaux ne peuvent être étendus à l'envi : il est onéreux

et techniquement difficile de raccorder les zones les moins denses. À la place, on peut électrifier des collectivités avec une production locale d'énergie (grâce au solaire, à la biomasse ou à l'hydraulique), et mettre en place un réseau local de distribution afin d'approvisionner les localités environnantes.

## AU PLUS PRÈS DES BESOINS DES POPULATIONS

Fortes de leur ancrage local, les ONG connaissent avec précision les besoins des populations et des entrepreneurs et sont donc en mesure de proposer des approches innovantes autour du hors-réseau. C'est pourquoi l'AFD a lancé en 2015 un appel à projets dans le cadre de la Facilité d'innovation sectorielle pour les ONG (Fisong). Les quatre ONG retenues ont pour mission de diagnostiquer les usages et les potentiels d'activité qu'un accès ►►



**16%**

de la population mondiale en Afrique.

**65%**

de la population africaine n'a pas accès à l'électricité.

**28 GW**

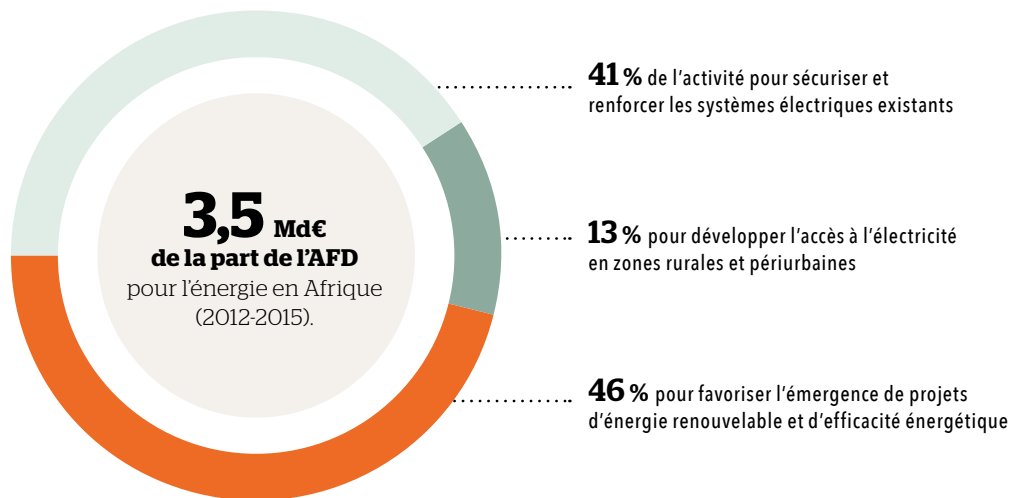
C'est la capacité de production en Afrique subsaharienne, l'équivalent de l'Argentine.

**0,17€/kWh**

C'est le coût de l'électricité au Sénégal, contre 0,15 en France.

**6%**

de la consommation électrique mondiale.



facilité à l'électricité pourrait apporter, et d'ainsi identifier les filières à soutenir spécifiquement dans le cadre du projet. *In fine*, l'objectif est de faire converger accès à l'électricité en zone rurale et développement économique.

Dans ce cadre, l'AFD collabore avec l'ONG GÉRES (Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités) dans la commune de Koury, au Mali. Ces localités sont déjà électrifiées par un opérateur privé, qui peine cependant à s'adapter aux besoins parfois fluctuants des acteurs économiques locaux. En effet, certaines activités, comme la menuiserie, nécessitent beaucoup de puissance. D'autres, comme la mise à disposition de prises pour la recharge de téléphones portables, en demandent moins, mais les acteurs économiques hésitent à accéder à l'électricité car ils ne sont pas sûrs des débouchés. Grâce à sa connaissance approfondie du terrain, GÉRES va aider ces artisans à diagnostiquer les usages et évaluer les débouchés. En fonction de cette estimation, le soutien de l'AFD va ensuite leur permettre de renforcer l'unité de production existante, en installant par exemple une petite centrale solaire, aux capacités adaptées aux besoins des acteurs économiques locaux.

À Madagascar, où le taux d'électrification est de seulement 5% en zone rurale, Électriciens sans frontières développe dans la région de Vakinankaratra une approche similaire à celle du GÉRES au Mali. Une autre collaboration, avec la Fondation énergie pour le monde, joue, elle, sur un échange d'expériences entre un projet au Sénégal et un autre à Madagascar. Ce partenariat appuie toujours des communautés déjà électrifiées, mais avec un panel de technologies plus varié : huit localités sénégalaises

de Basse-Casamance seront ainsi pourvues de kits solaires individuels, une technique en plein essor en Afrique de l'Est, que l'AFD contribue à étendre à l'Afrique de l'Ouest.

Au-delà de la pertinence d'envisager des solutions énergétiques au cas par cas, sans dupliquer les modèles existants, ces projets prouvent qu'à travers des partenariats innovants, l'accès à l'énergie hors-réseau peut aussi être synonyme de développement économique. ♦

## Un fonds contre la précarité énergétique

En 2015, le groupe AFD a investi *via* Proparco, sa filiale dédiée au secteur privé, 5 millions d'euros dans Energy Access Ventures Fund (EAVF). Ce fonds finance des PME offrant des solutions d'accès à l'énergie en milieu rural et périurbain. EAVF a réalisé un premier investissement de 2 millions de dollars dans Off Grid Electric (OGE). La société développe des systèmes solaires couplés à des batteries qui sont connectées à des lampes à Led, des chargeurs de téléphones et autres appareils électriques. Avec cette production d'électricité à bas coût et le prépaiement des consommations par téléphone mobile, OGE éclaire chaque mois plus de 10 000 nouvelles personnes en Tanzanie. Elle prévoit d'en toucher un million d'ici 2017 et de se développer dans les pays voisins.

Le soutien de banques de développement comme Proparco est « *essentiel pour "dérisquer" le modèle et attirer les capitaux* », explique Emmanuel Beau, cofondateur d'EAVF. La réussite des entreprises dans lesquelles il investit lui tient d'autant plus à cœur que c'est « *la condition pour répliquer leur modèle et réussir à rendre accessible l'électricité pour 620 millions d'Africains* ».



Le smog, ce brouillard épais et nocif qui envahit les villes chinoises l'hiver, se forme notamment suite à la combustion de charbon résultant des activités de chauffage. Chaque année, 2,2 millions de Chinois décèdent précocement de maladies liées à la pollution de l'air.

## EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

# Se chauffer sans faire monter la température



**CHINE** – L'énergie chinoise est principalement produite à base de charbon, avec des conséquences néfastes désormais connues (augmentation des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre). Dans le nord de la Chine, 40 % du charbon consommé dans les bâtiments et les services est lié au chauffage. Il est donc essentiel d'envisager des solutions nouvelles pour rendre les systèmes de chauffage plus efficaces et moins énergivores. Le savoir-faire français en la matière a été d'une aide précieuse pour les municipalités de Jinzhong et Taiyuan, soutenues par l'AFD.

**É**tant donné la densité de sa population et son climat continental dans le nord du pays, la Chine constitue le deuxième marché de chauffage urbain au monde, avec des villes qui ne cessent de s'agrandir du fait de l'exode rural. Dans ce contexte, maîtriser l'empreinte environnementale des villes chinoises est devenu un enjeu majeur, pour leurs habitants comme pour le reste de la planète.

### L'INNOVATION FRANÇAISE SUR UN MARCHÉ À FORT POTENTIEL

Des solutions innovantes pour réduire l'empreinte environnementale du chauffage existent. Les prêts accordés par l'AFD aux municipalités de Jinzhong et Taiyuan, dans la province du Shanxi, pour un montant total de 68 millions d'euros, ont ainsi permis de les promouvoir. Les deux villes ont notamment sélectionné par appel d'offres deux entreprises françaises, Schneider Electric et Salmson, pour contribuer à ces projets.

Les centres de gestion d'énergie de Schneider, utilisés d'abord dans l'industrie, le sont maintenant dans les services municipaux de chauffage, où ils améliorent la gestion des réseaux en termes de régulation de chaleur et de contrôle de l'équilibre hydraulique, contribuant au renforcement de leur efficacité énergétique.

Les minipompes à eau fabriquées par Salmson à Laval sont installées dans les couloirs ou les parcs de stationnement des bâtiments pour améliorer le rendement énergétique du système. D'un encom-

1. Schneider Electric a travaillé avec des sociétés de chauffage chinoises au développement d'un système de gestion d'énergie appliqué aux réseaux de chaleur urbains.

2. Le charbon destiné au chauffage est utilisé dans des poêles individuels de ce type ou dans des chaufferies de petite taille. Encore très répandus en Chine, ces systèmes chauffent peu et irrégulièrement, mais polluent intensément.



2



1

brement très réduit et d'une grande facilité d'utilisation, elles servent à propulser l'eau chaude dans les réseaux et génèrent des gains d'énergie de 50%. «Notre technique d'enfouissement des tuyaux est unique, tout comme notre système de traitement de l'eau et notre système de contrôle. Nous avons collaboré avec l'entreprise française Schneider pour créer un centre de gestion de l'énergie qui est la première référence pour le secteur en Chine, et peut-être aussi dans le monde», explique Zhu Jianyong, P-dg de Ruiyang, l'entreprise chinoise qui gère les réseaux de chauffage urbains à Jinzhong.

Il ajoute qu'une fois le projet achevé, «plus de 100 entreprises de chauffage sont venues pour visiter les installations et s'en inspirer». Une publicité, pour Ruiyang, qui ouvre également la voie à l'innovation technologique dans le secteur du chauffage urbain en Chine. ♦

**«Plus de 100 entreprises de chauffage sont venues pour visiter les installations de Ruiyang et s'en inspirer.»**



## Quel rôle pour l'AFD en Chine ?

Confrontée à des enjeux environnementaux colossaux, la Chine est à la recherche de solutions pour rendre sa croissance moins émissive et plus soutenable. La France, y compris à travers les actions de l'AFD, accompagne cette transition en lui apportant des solutions et son savoir-faire. Cela concerne en particulier les services urbains (chauffage collectif, eau et assainissement) et l'énergie (biomasse, amélioration de l'efficacité énergétique pour limiter les déperditions thermiques dans l'industrie et les bâtiments). Depuis 2011, des programmes de restauration des zones humides, de protection de la biodiversité et de développement de l'écotourisme sont également menés avec le soutien de l'AFD. Ils ont pour but d'aider la Chine à préserver ses ressources naturelles et sa diversité biologique très riche, qui sont menacées par la croissance urbaine et les pollutions.

**Xiaoting Jin**, chargée de projet à l'agence AFD de Pékin, responsable des secteurs chauffage urbain et biodiversité

## 400 000 personnes mieux chauffées

### Combien de personnes bénéficient de ces projets d'efficacité énergétique ? Avec quelles conséquences sur leur qualité de vie ?

Au total, 400 000 personnes ont bénéficié de ces projets dans les villes de Jinzhong et Taiyuan, situées dans la province du Shanxi, une région minière fortement impactée par la pollution de l'air. Les bénéficiaires sont ainsi mieux chauffés en hiver, avec une chaleur plus stable et adaptée à leurs besoins. On constate

également une amélioration de la qualité de l'air grâce à la réduction des concentrations de polluants atmosphériques.

### Est-ce que d'autres projets de ce type sont amenés à voir le jour en Chine ?

Le projet de Jinzhong a été visité par un grand nombre d'autres sociétés de chauffage chinoises, de bailleurs de fonds et de responsables de l'administration chinoise. Ces visites ont encouragé le recours aux solutions

françaises sur d'autres sites. Trois nouveaux contrats ont été signés par Schneider Electric pour la construction de centres de gestion d'énergie, et plus de sept nouveaux projets ont, depuis, été identifiés. Salmson rencontre un grand succès également, puisque son expertise a été sollicitée sur cinq provinces du nord de la Chine.





# Une jeunesse en quête d'avenir

**TUNISIE** – *En Tunisie, 18 % des jeunes sont sans activité et les diplômés du supérieur sont les plus touchés : 33 % d'entre eux cherchent un travail. En cause, une économie en berne, un secteur touristique sinistré, mais aussi une inadéquation entre leurs compétences et les besoins des entreprises. Dans une période sensible pour l'avenir du pays et la pérennité de sa jeune démocratie, pouvoirs publics, directeurs de centres de formation, acteurs de la société civile et entrepreneurs se mobilisent pour changer la donne, accompagnés de bailleurs internationaux comme l'AFD.*

**Portraits de personnalités qui lancent leur entreprise  
et s'engagent au quotidien au service de la jeunesse.**

TUNISIE

**Mohamed Belaïd**, directeur du centre de formation en soudure et métallurgie de Menzel Bourguiba

## « Nous devons redorer le blason des centres de formation. »

En ce matin d'avril, Mohamed Belaïd, le directeur du centre, est très affairé. Il prépare, avec son équipe, la participation du centre au Salon de la formation professionnelle de Tunis. Une opportunité pour montrer ses atouts, dans un pays où le mythe de l'enseignement supérieur demeure. Beaucoup de jeunes s'orientent vers des cursus en sciences humaines à l'université qui n'offrent que peu de débouchés, alors que « *le secteur de la soudure et de la métallurgie est porteur et [que] tous nos diplômés trouvent du travail* », explique Mohamed Belaïd. Celui-ci accueille chaque année 750 élèves, qui se préparent au CAP, au BTP<sup>(1)</sup> et au BTS, avec une première promotion qui sera diplômée en 2016. Dans les années à venir, le centre va développer la formation à distance, ainsi que la certification de tous les diplômes aux standards internationaux. Un gage de qualité qui permettra de faire reconnaître les compétences des jeunes à l'échelle nationale et internationale.


(1) Brevet de technicien professionnel.

**Hichem Mejri**, directeur du centre des métiers de l'aéronautique à M'Ghira

## « Il faut intégrer plus de rigueur dans nos pratiques. »

La recherche de la qualité, c'est aussi la préoccupation d'Hichem Mejri, directeur du centre des métiers de l'aéronautique installé dans le Grand Tunis. Le centre a été créé en 2010 avec l'arrivée de l'industrie aéronautique en Tunisie. Pour pouvoir recruter localement, il fallait former des techniciens. Alors, jusqu'à fin 2014, le centre en a formé 940, à la demande des entreprises. « *Dans l'aéronautique, le contrôle qualité est essentiel. Le fuselage, la réalisation des matériaux composites ne tolèrent aucun défaut. Dans le cadre de ces formations continues, les entreprises nous donnaient donc des cahiers des charges très précis, venaient réaliser des audits* », confie Hichem Mejri. Une méthode dont il va s'inspirer pour le lancement des cycles de formation initiale, prévu pour septembre 2016. « *Ces procédures très rigoureuses demandent à l'ensemble du personnel de travailler différemment. C'est une démarche exigeante mais elle est indispensable si l'on veut devenir la vitrine du secteur de l'aéronautique en Tunisie* », conclut-il.



A woman with dark hair, wearing a green button-down cardigan over a white scarf and a dark top, stands in a workshop. She is looking towards the camera with a slight smile. Her right hand is resting on a wooden workbench with some papers on it. The background shows various workshop tools and materials.

**Nourhene Ksiksi**, créatrice d'Artdeco

**« Je me donne trois ans pour consolider mon entreprise. »**

À 28 ans, Nourhene Ksiksi est diplômée de l'École supérieure des beaux-arts de Tunis. Après deux ans d'expérience dans des sociétés d'aménagement intérieur, elle a décidé de créer son entreprise de fabrication de meubles sur mesure.

À Médenine, dont elle est originaire. Pour lancer son affaire et acheter les machines, elle a bénéficié d'un crédit de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS). Mais lui manquait la trésorerie. Elle a alors frappé à la porte d'Initiative Médenine, qui lui a accordé un prêt de 10000 dinars à taux zéro et sans garantie personnelle. De quoi se lancer, payer ses trois employés et acheter la matière première. *« Au début, le plus difficile a été de gagner la confiance des clients et de trouver des employés formés »*, raconte-t-elle. Mais elle anticipe déjà la suite: en 2016, elle ambitionne de se doter d'un showroom et d'engager une secrétaire.



**Khaled Azaïez**, fondateur de la Verrerie de Carthage

**« Avec le taux de chômage tunisien, je ne pensais pas avoir du mal à recruter. »**

C'est suite à un licenciement douloureux que Khaled Azaïez a décidé de fonder la Verrerie de Carthage, dans la banlieue de Tunis. Lauréat du Réseau Entreprendre, il a pu, grâce au prêt d'honneur – à taux zéro et sans garantie personnelle –, doubler sa capacité d'emprunt. Le fait d'être affilié au Réseau fut aussi un gage de sérieux auprès de ses interlocuteurs ; son parrain lui a d'ailleurs ouvert son carnet d'adresses. Avec sa production de verre soufflé 100% fait main, il positionne ses produits en entrée de haut de gamme. En se lançant dans l'aventure, il ne soupçonnait pas la difficulté à recruter et à stabiliser son équipe. Il forme les ouvriers sur site. Une fois son équipe consolidée, il ouvrira un second atelier de production semi-automatique, qui, de l'autre côté de la route, est déjà tout équipé et n'attend plus que des ouvriers. « Nous faisons face à un paradoxe, regrette-t-il : un taux de chômage élevé et des difficultés à recruter. »

TUNISIE

**Adné Necibi**, créateur de Medibateau

**« Grâce aux Réseau Entreprendre, j'ai appris comment diriger une entreprise. »**

En février 2014, Adné Necibi gagne le deuxième prix au concours d'innovation du Réseau Entreprendre. La récompense : un accompagnement pour affiner son modèle économique et son plan d'affaire, un prêt d'honneur, ainsi que la garantie du Réseau pour l'obtention d'un deuxième prêt auprès de la Banque tuniso-koweïtienne BTK. De quoi décider ce directeur technique d'une société de matériel nautique à se lancer dans la production d'anodes sacrificielles, destinées à protéger les



parties métalliques de la coque des bateaux. S'il est devenu un entrepreneur heureux, il reconnaît que tout cela n'aurait pas été possible sans le parrainage mis en place par le Réseau Entreprendre. Un expert de la finance l'a en effet conseillé à chaque étape du développement de son activité. « J'avais les compétences techniques mais des lacunes en gestion et finance. » Un accompagnement précieux, alors que les 18 mois qui suivent la création sont déterminants pour la pérennité de l'entreprise.



L'un des 54 pêcheurs mobilisés pour une pêche raisonnée.

**Moustafa Abichou**, pêcheur du village d'Hessi Jerbi

### **« En 30 ans, nos revenus ont été divisés par 5. »**

« Ici, il y a de moins en moins de poissons en raison du réchauffement climatique, de la pollution du golfe de Gabès et de la pêche illégale des chalutiers. En 30 ans, nos revenus ont été divisés par 5 », explique Moustafa Abichou. Individuellement inaudibles auprès des autorités, ils sont 54 pêcheurs à s'être rassemblés dans un groupement de développement agricole. Cette décision, ils l'ont prise grâce aux conseils de l'Association de développement durable et de coopération internationale (ADDCI) et avec le soutien de la plateforme multi-acteurs de Médenine. Le fait de se regrouper leur a déjà permis de bénéficier d'une formation à la pêche raisonnée, assurée par la marine marchande. Leur objectif : obtenir la construction d'un port pour protéger les barques en cas d'intempéries et se doter d'une unité de production de glace pour augmenter les ventes localement.

À Médenine, les membres de la plateforme multi-acteurs se préparent à la décentralisation. « Une formidable opportunité de développer la région », selon eux.





## MÉDENINE, À LA FRONTIÈRE LIBYENNE

*Au sud-est du pays, dans une zone longtemps délaissée par les pouvoirs publics et fragilisée par sa proximité avec la Libye, Médenine est l'un des gouvernorats où le taux de chômage est le plus élevé, en particulier chez les femmes. Mais sur le terrain, des hommes et des femmes prennent leur avenir en main...*

**P**our soutenir l'emploi et aider les entrepreneurs dans cette région excentrée, il fallait unir les forces. Alors, en 2014, sous l'impulsion de l'ONG Mercy Corps, des banques de développement locales (BFPME, BTS), des associations (Initiative Médenine, ADDCI), et des services déconcentrés de l'État (Office de développement du Sud) se sont regroupés au sein d'une plateforme, une première en Tunisie. « Habituellement, tous les acteurs travaillent de façon cloisonnée, explique Fayçal Zammouri, du Centre d'affaires, qui a pour mission de conseiller les créateurs d'entreprise. On se coordonne, on joue de nos complémentarités pour mieux accompagner les porteurs de projets. » D'ici un an, les partenaires de la plateforme souhaitent se doter d'un système d'information commun et d'un suivi centralisé des personnes accompagnées. De façon plus globale, ils préparent la décentralisation de la Tunisie, qui sera effective en 2017.

### PRÉPARER LA DÉCENTRALISATION

En effet, la nouvelle Constitution tunisienne de janvier 2014 dessine les contours d'un État décentralisé, dans lequel les régions auront très probablement pour compétence le développement économique local et l'emploi. Les nouveaux décideurs auront alors besoin d'informations sur les opportunités et les faiblesses du territoire, sur la situation de l'emploi ou encore sur celle des PME. Alors que les statistiques régionales font cruellement défaut, les acteurs de la plateforme en sont convaincus : « Si nous avons des informations fiables, les décisions le seront aussi ».

### DONNER ENVIE D'ENTREPRENDRE DÈS L'ADOLESCENCE

Mercy Corps est une ONG internationale dédiée à l'entrepreneuriat et l'employabilité sur le continent africain. Elle est à l'initiative des Clubs Entreprendre dans de nom-

breux centres de formation professionnelle. Les jeunes s'y retrouvent pour lancer des projets, rencontrer des chefs d'entreprise et développer leur savoir-être. Sirine Saïdi, présidente du bureau du Club Entreprendre du centre de Beni Khedache, raconte : « Grâce au Club, nous sommes plus motivées, nous osons nous lancer. Nous avons déjà organisé une journée portes ouvertes pour faire connaître le centre, avec un défilé de mode. Cette année, nous créons une cafétéria. Je ne pensais pas que cela représenterait autant de travail, mais je commence à m'habituer aux nouvelles responsabilités ». Quant à Kilani Henchir, directeur du centre de soudure et de construction métallique de Médenine, il a tenu à ce qu'un Club s'y implante dès l'ouverture, en février 2016. « Les jeunes sont encore en phase d'apprentissage de son fonctionnement. Ils vont élire un bureau et acquérir progressivement une certaine autonomie. Ils vont lancer des actions de communication pour mieux faire connaître nos formations. » ♦

Sur un plateau rocailleux, à 40 km de Médenine, le centre de formation de Beni Khedache accueille 160 jeunes filles. Elles y apprennent la couture et la broderie.

## L'AFD, un partenaire au long cours

« Notre but, c'est de soutenir des formations avec des métiers à la clé », résume Basma Farhoud, chargée de mission formation professionnelle et emploi à l'agence AFD de Tunis. Un partenariat de plus de 20 ans qui a largement évolué avec le temps. Au début, l'AFD finançait la construction et la rénovation de centres de formation. Puis de l'assistance technique pour renforcer les compétences des formateurs. Enfin, depuis 2015, l'AFD appuie également la politique publique tunisienne en matière de formation et d'emploi. Une réforme ambitieuse qui vise à faire participer les syndicats et les organisations patronales aux décisions, et qui s'accompagne, pour l'AFD, d'un soutien à la création de PME. Cette seconde mission se traduit notamment par le financement d'associations innovantes : le Réseau Entreprendre, l'ONG Mercy Corps, Initiative Médenine, Carthage Business Angels. Ce qui lie ces différentes actions, c'est l'espoir de faire de la formation un véritable tremplin vers l'emploi et de pouvoir étendre à l'échelle nationale les initiatives qui fonctionnent sur le terrain.

# Recherche d'emploi, recherche tout court

*En Tunisie comme ailleurs en Afrique, la formation et l'emploi des jeunes représentent un défi majeur. Pour Rohen d'Aiglepierre, chercheur à l'AFD, mieux comprendre le devenir professionnel de cette jeunesse et la manière dont elle peut développer ses compétences en adéquation avec les besoins des employeurs est l'une des clés pour éclairer les décideurs dans leur choix de politique publique.*

**Rohen d'Aiglepierre**, Docteur en économie du développement et en économie de l'éducation, Rohen d'Aiglepierre explore les questions d'emploi et de formation au sein de la Division Recherche de l'AFD.

**L'AFD appuie la formation professionnelle en Tunisie depuis 20 ans et une grande enquête sur le devenir de ces diplômés a été lancée.**

**Qu'en attendez-vous ?**

**Rohen d'Aiglepierre :** Le chômage des diplômés du supérieur a beaucoup focalisé l'attention, ces dernières années, alors que les parcours d'insertion des diplômés de la formation professionnelle restent encore mal connus. Nous proposons un accompagnement technique et financier à l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ) pour réaliser une enquête sur près de 7 000 jeunes diplômés des centres publics et privés de formation professionnelle en 2012. Il s'agit d'évaluer leur devenir professionnel et leur processus d'insertion, mais également la qualité de cette insertion et l'adéquation entre leur formation et l'emploi occupé. L'objectif est double : apporter les informations nécessaires aux choix politiques du ministère de la Formation

professionnelle et de l'Emploi, mais aussi encourager en Tunisie la production de connaissances de qualité sur ces questions.

**Pourquoi l'AFD creuse-t-elle ces problématiques d'emploi et de formation ?**

**R. d'A. :** En Afrique encore plus qu'ailleurs, l'emploi des jeunes constitue à la fois une formidable opportunité et un risque majeur. On estime qu'entre dix et 12 millions de jeunes arrivent déjà sur le marché du travail chaque année dans la région alors que seulement trois millions d'emplois dans le secteur formel public et privé sont créés annuellement. À l'horizon 2030, plus de 30 millions de jeunes supplémentaires chercheront un emploi. Il faudra leur proposer des opportunités, sous peine d'effets dévastateurs pour le continent comme pour l'ensemble du globe. Les défis sont donc très nombreux et, pour éclairer les politiques publiques à venir sur le sujet, il est essentiel de disposer d'une recherche rigoureuse. Une production de connaissances autant sur le « que faire » que sur le « comment faire », ►►►

**« En 2030, plus de 30 millions de jeunes supplémentaires chercheront un emploi en Afrique. »**





En 2015

**85**  
publications.**230**  
études.**73**  
conférences  
et ateliers.**30**  
formations.

### «La révolution numérique offre de nouvelles chances aux exclus du système formel.»

une approche comparative, une amélioration quantitative et qualitative des données et une collaboration renforcée avec les chercheurs du Sud sont autant de pistes que nous explorons. Des publications comme *L'Emploi des jeunes en Afrique subsaharienne* avec la Banque mondiale ou *Les dispositifs d'emploi des jeunes en Afrique* avec le GRET sont, ainsi, des tentatives pour faire avancer le débat et inspirer des solutions nouvelles.

**Vous suivez également les grandes évolutions techniques et sociétales qui peuvent avoir un impact sur la formation et l'emploi. En quoi les technologies numériques peuvent-elles changer la donne ?**

**R. d'A. :** La révolution numérique en cours dans les pays en développement entraîne un foisonnement d'expérimentations dont le potentiel est immense, notamment pour les exclus du système de formation et d'emploi formel. Les fonctions des téléphones mobiles (échange voix, SMS) et des *smartphones* (lecteur de textes et documents, mp3, image et vidéo, applications web) offrent de nouvelles pos-

sibilités pour mieux connecter les jeunes aux marchés de l'emploi, améliorer leurs compétences et sécuriser la mise en relation entre employés et employeurs. Ces mutations technologiques et sociétales devraient profondément modifier les politiques d'emploi et de formation. Des recherches académiques et des évaluations scientifiques sont donc essentielles pour éclairer les décideurs et co-construire de nouvelles solutions. ♦

## Pourquoi de la recherche à l'AFD ?

Dans un monde qui évolue toujours plus rapidement, la distance scientifique est plus que jamais essentielle pour comprendre les dynamiques économiques, sociales, environnementales ou encore institutionnelles à l'œuvre, au sein des pays ou plus largement à l'échelle mondiale. Pour affiner les politiques de développement, les études sur le long terme et comparatives sont précieuses. Elles invitent à dépasser les idées reçues et l'empirisme, à tirer les leçons des expériences passées, à étayer les positions françaises dans les débats internationaux. *In fine*, cela permet de mieux accompagner les politiques publiques et la prise de décision. C'est la mission d'une équipe de 16 chercheurs à l'AFD, qui travaille en lien avec des centres de recherche à travers le monde, sur des sujets aussi divers que la transition vers une société décarbonée, les villes durables, les enjeux de la pauvreté et des inégalités ou encore ceux posés par les dynamiques démographiques et migratoires.



# La microfinance pour quitter l'informel



**NIGER** – *L'économie informelle est la norme dans un grand nombre de sociétés africaines, notamment du fait des difficultés pour les entrepreneurs d'accéder au crédit. Les mécanismes de microfinance répondent en partie à cette réalité en proposant des emprunts de faible montant. Focus sur un procédé avantageux tant au niveau individuel que collectif avec l'exemple d'ACEP, au Niger.*

**A**CEP (Agence de crédit pour l'entreprise privée), dont la maison mère se trouve en France, est une institution de microfinance notamment active au Cameroun, au Burkina-Faso, à Madagascar et au Niger, où l'AFD a accompagné son installation. Implantée à Niamey et Maradi depuis 2013, elle soutient près de 3300 petits commerçants et artisans principalement installés en milieu urbain, depuis son siège et ses 15 bureaux de crédit. Afin de soutenir les activités d'ACEP au Niger, l'AFD a mobilisé 1,5 million d'euros de financements: la moitié en subvention et l'autre en prêt en monnaie locale. Cette somme est utilisée par

ACEP Niger pour octroyer à ses clients des prêts compris entre 600 et 1200 euros. L'AFD propose également aux banques locales des garanties ARIZ, un dispositif de partage de risques, afin qu'elles travaillent aussi avec les très petites entreprises en besoin de financements.

Ces prêts permettent aux commerçants de surmonter la précarité en leur assurant davantage de sécurité et de visibilité économique. Sortir de l'économie informelle (qui représente 70% du PIB nigérien), pour ces ménages souvent vulnérables, permettra également à terme aux États de collecter efficacement les impôts, condition essentielle à leur robustesse institutionnelle. ♦



*« Avec l'appui d'ACEP, j'ai pu augmenter la production de mon entreprise de transformation de produits céréaliers. Ça me permet de subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille. On envisage aussi d'exporter. »*

**Aminatou Issaka,**  
(à droite) entrepreneuse  
à Niamey.



# Libérez les PME africaines !

**Didier Acouetey,**  
président du groupe AfricSearch et initiateur du Africa  
SME Champions Forum

**L**es PME représentent 90% des sociétés privées du continent et sont à l'origine de 45% des créations d'emploi. Elles ouvrent la voie à l'innovation et à l'entrepreneuriat et garantissent une redistribution plus équitable des fruits de la croissance. Leur vaste répartition leur permet d'apporter emplois et pouvoir d'achat dans les zones les plus éloignées des centres économiques.

Dans ce cas, pourquoi pèsent-elles seulement 33% du PIB du continent, contre 60% dans les économies développées ?

Un élément qui pénalise fortement leur développement en Afrique est leur difficulté d'accès aux financements. Les crédits bancaires proposés atteignent des taux prohibitifs et les marchés financiers sont encore trop faibles. Pour trouver de l'argent, les patrons en sont souvent réduits à recourir à des méthodes moins fiables et à peine moins onéreuses (tontine, usuriers, etc.). Le ratio crédit au secteur privé sur PIB n'atteint que 18%, en moyenne, en Afrique contre 30% en Asie du Sud.

Heureusement, des initiatives innovantes existent. Parmi elles, la mésofinance, un mécanisme qui propose des outils de financement alternatifs, souples et rapides aux entreprises déjà trop développées pour les institutions de microfinance.

Une partie de la solution consiste à multiplier les interactions entre les différents acteurs de cet écosystème, des chefs d'entreprise aux banquiers, en passant par les ministères et les institutions financières.

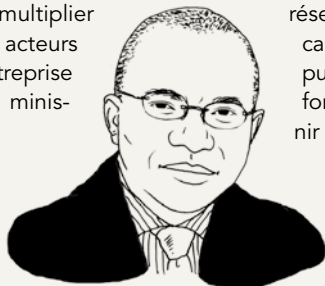
*« Les PME ont tendance à plus innover et embaucher. »*

Par ailleurs, la proximité sur le terrain que les banques doivent développer avec les PME leur permettra de mieux connaître leurs activités et leurs dirigeants, en les conseillant réellement dans le choix des instruments de financement (produits de trésorerie, investissement, dette...).

Il est également primordial de faciliter leur accès aux marchés financiers et boursiers et aux incubateurs de croissance.

Les organisations patronales doivent également fournir davantage d'appuis techniques aux PME et favoriser de plus fortes interactions avec les grandes entreprises, sous la forme de contrats de sous-traitance, de formations, de mise à disposition de talents ou de transfert de savoir-faire. Du côté de l'État, les fonds publics de garantie, de soutien et d'accompagnement des PME doivent être plus « intelligents » dans leur format d'assistance et mieux gérés. À l'instar du Plan Phoenix, lancé récemment en Côte d'Ivoire, l'État peut aussi faciliter l'accès des PME aux marchés publics lors des appels d'offres.

Proposer toute une gamme d'outils, de réseaux et de services aux PME africaines est indispensable pour qu'elles puissent remplir leur vocation : transformer durablement l'Afrique et devenir enfin les championnes de demain. ♦







En République démocratique du Congo, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a baissé de 30 % entre 2007 et 2014.

SANTÉ

# Les mères et les enfants d'abord à Kinshasa



**RDC** – Malgré des taux de mortalité infantile et maternelle préoccupants au niveau national (la RDC fait partie des six pays qui, à eux seuls, enregistrent la moitié des décès des enfants de moins de 5 ans dans le monde), des hôpitaux congolais se distinguent par la qualité de leurs soins et par leur accessibilité au plus grand nombre. Le centre hospitalier Monkole et la clinique Ngaliema ont été modernisés avec le soutien de l'Agence Française de Développement qui, à travers l'initiative Promekin (Projet mère-enfant à Kinshasa), appuie également la réforme du système de santé congolais.



D'ici quelques années, le nouveau centre hospitalier mère-enfant de Monkole devrait réaliser 100 000 consultations par an, contre 45 000 en 2009.

**L**a République démocratique du Congo (RDC) connaît l'un des taux de mortalité infantile les plus élevés au monde. En 2015, 75 enfants sur 1 000 perdaient la vie avant d'atteindre l'âge de 1 an (contre 4 pour 1 000 en France). Un constat alarmant qui s'explique par une croissance démographique très soutenue, des ressources financières limitées pour les ménages, et des dysfonctionnements au sein des hôpitaux (infrastructures délabrées, manque d'équipement et de personnel...).

#### UNE RÉFORME STRUCTURELLE POUR AMÉLIORER L'OFFRE DE SOINS

Dans ce contexte, le ministère de la Santé a lancé une réforme de son secteur hospitalier, que l'AFD accompagne. Sa subvention de 1 million d'euros permet de réaliser des études sur le coût et la tarification des soins ou encore de développer des formations sur les questions normatives. Parallèlement, l'AFD subventionne le centre hospitalier Monkole (5 millions d'euros) et la clinique Ngaliema (2 millions d'euros), pour améliorer leur offre de soins et leur gouvernance. L'amélioration du fonctionnement de ces deux établissements, une structure privée à but non lucratif et une structure publique, sert de cas pratique pour le ministère de la Santé dans le pilotage de sa réforme.

#### A, B, C OU D : DES TARIFS POUR TOUS LES NIVEAUX DE REVENUS

Située en plein centre-ville de Kinshasa, dans la commune de La Gombe, la clinique Ngaliema a été construite dans les années 1940. Avec ses 300 lits, dont 85 en chirurgie et 82 en pédiatrie, elle accueille une patientèle importante, avec un nombre d'interventions chirurgicales en augmentation : 1 108 pour le premier semestre 2015, soit + 12 % par rapport à la même période en 2014.

Quant au centre hospitalier Monkole, créé en 1991 à l'initiative de Monseigneur Alvaro Del Portillo, il est implanté dans un quartier péri-

phérique de Kinshasa, où l'offre de soins est extrêmement réduite. En l'absence de couverture maladie, cette structure privée à but non lucratif se singularise par une politique de tarification équitable. Divisé en quatre classes (A, B, C, D), le montant des prestations offertes est proportion-

**« Les structures publiques sont souvent dépassées par l'augmentation de la population urbaine. »**

nel aux revenus des usagers. Organisme privé à but non lucratif, ses 360 employés, dont 180 professionnels de santé, prennent en charge près de 74 500 consultations par an.

Depuis 50 ans, les organismes privés à but non lucratif jouent un rôle majeur dans l'amélioration du système de santé en Afrique centrale. Se finançant principalement grâce à un appui extérieur (fondations et paroisses), ils contribuent significativement au soutien de structures souvent dépassées par l'accroissement de la population urbaine (Kinshasa double sa population tous les 15 ans).





### **DIFFUSER LES BONNES PRATIQUES À L'ENSEMBLE DU PAYS**

En plus de la construction d'équipements pour le nouveau centre hospitalier mère-enfant à Monkole et de la réhabilitation de la clinique Ngaliema, l'AFD a contribué à la formation du personnel soignant et à la mise en place d'un conseil d'administration et d'une direction des soins.

*In fine*, il s'agit de consolider le modèle économique de ces deux hôpitaux pour accueillir les patients et leur offrir des soins de qualité quel que soit leur niveau de revenus. Et d'essaimer à travers le pays grâce à une plateforme au sein de laquelle

les hôpitaux échangent leurs bonnes pratiques. Comme l'explique Emmanuelle Riedel Drouin, responsable adjointe de la Division Santé de l'AFD: *« En complément du soutien technique et financier que nous apportons aux politiques publiques de santé dans les pays en développement, nous souhaitons renforcer les acteurs locaux publics et privés. Les dépenses de santé continuent d'augmenter rapidement et tous les acteurs ont donc un rôle important à jouer pour alléger le fardeau financier pesant sur les États. L'essentiel est qu'ils s'inscrivent dans une mission de service public. C'est le cas du projet Promekin ».* ♦

**1. CONSTRUIRE.**

La salle d'attente du centre hospitalier mère-enfant Monkole, dont le bâtiment a été en partie financé par l'AFD.

**2. PILOTER.** Avec l'embauche d'un spécialiste des ressources humaines et l'adoption de nouveaux outils, la gestion de l'hôpital s'est améliorée.

**3. SOIGNER.** Le service de maternité du centre hospitalier Monkole possède un plateau technique de très haute qualité.

**4. FORMER.** Monkole est un lieu important de formation des étudiants en médecine et en soins paramédicaux.





# Réfugiés au Liban, le défi du vivre-ensemble



**LIBAN** – Cela fait cinq ans que la guerre civile fait rage en Syrie. Le conflit a forcé cinq millions de Syriens à l'exil. Plus d'un million d'entre eux ont trouvé refuge au Liban voisin et exercent ainsi une pression sur les services publics d'un pays d'à peine 4,5 millions d'habitants, confronté à un taux de chômage de 20% et qui accueillait déjà 400 000 réfugiés. Afin de limiter les tensions entre Syriens et Libanais, l'AFD soutient des ONG qui facilitent le vivre-ensemble en prenant en compte les besoins de chaque communauté.

**L**e Liban connaît une crise politique qui rend la prise de décisions difficile dans tous les domaines. À cela s'ajoute un taux de chômage très important, que l'arrivée massive d'une main-d'œuvre syrienne bon marché n'aide pas à résorber. La complexité du contexte confessionnel libanais constitue un autre élément de tension entre populations hôtes et réfugiées.

En dépit des difficultés posées par cet équilibre social précaire, le Liban montre des facultés de résilience hors du commun. Il parvient en effet à absorber l'équivalent d'un quart de sa population en évitant des heurts majeurs.

En partie à l'origine de cette fragile prouesse, le dynamisme des associations, soutenues par l'AFD dans leurs actions auprès des familles syriennes réfugiées comme des communautés hôtes libanaises. Au cœur de leur combat: la volonté

*« Malgré les difficultés, le Liban fait preuve d'une résilience hors du commun. »*

d'améliorer l'accès aux services sociaux de base, de prendre en compte les difficultés de chacun et de favoriser une coexistence pacifique.

## SOUTENIR EN PRIORITÉ LES SERVICES SOCIAUX ET L'ÉCOLE

L'AFD soutient plusieurs ONG dans cette région directement affectée par le conflit syrien. En tout, ce sont 9 millions d'euros de subventions qui ont été accordés à des organisations intervenant au Liban, en Jordanie et au Kurdistan irakien. Parmi les bénéficiaires des 6 millions d'euros alloués au Liban, l'ONG Arc-en-ciel, qui travaille à la consolidation des services sociaux d'une dizaine de municipalités, ou Amel, qui facilite l'accès aux soins des populations libanaises et syriennes vulnérables. À travers une subvention de 534 000 euros, l'AFD soutient également l'action d'Asmae – Association Sœur Emmanuelle – et de ses deux partenaires libanais, l'Association culturelle du Hermel (ACH) et l'Association libanaise pour la promotion humaine et l'alphabétisation (Alpha). Ces ONG sont très investies dans le soutien scolaire et psychosocial auprès des enfants et familles libanaises et syriennes.

Salma Fawaz, directrice, et Giovanna Zouein, psychologue chez Alpha, reviennent sur leur travail au quotidien dans les quatre localités dans lesquelles intervient l'ONG dans le sud du Liban: Tibnine, Toulaine, Yater et Harris. ►►►

**SALMA FAWAZ,**  
DIRECTRICE  
DU BUREAU ALPHA SUD

« Dans le sud du Liban, nous sommes 53 personnes, dont 42 animateurs, et nous avons accueilli 643 enfants, âgés de 4 à 14 ans, en 2014. Un peu moins en 2015, 320, du fait de l'accès gratuit à l'école publique pour les enfants syriens décrété en octobre de cette année.

Nous proposons du soutien scolaire, des activités récréatives et artistiques pour les enfants syriens et libanais ainsi qu'un accompagnement psychosocial pour les enfants et les parents. Nous proposons aussi des formations aux enseignants et animateurs des centres; elles concernent la prévention des conflits, les problématiques liées à la maltraitance et aux traumatismes de guerre, l'accompagnement d'enfants en difficulté. Nous assurons également le transport des enfants jusqu'à nos classes, ce qui, au Liban, est un facteur très important.

En ce sens, notre projet s'inscrit pleinement dans les objectifs du programme RACE<sup>(1)</sup>, qui a pour but d'assurer une éducation de qualité pour tous.

Une psychologue fait du suivi individuel et anime également des ateliers de parole destinés aux parents et aux enfants, sur des problèmes du quotidien (gestion des conflits, éducation positive, acceptation de l'autre...).

Au début du projet, la réticence à la mixité communautaire était très forte, et les groupes de mères étaient surtout constitués de Syriennes. Notre psychologue a donc opté pour une stratégie qui consiste à évoquer des sujets qui concernent les deux communautés, afin de créer un rapprochement sur la similitude des difficultés rencontrées (sur l'emploi, le logement, la santé...).

Notre action de proximité et notre connaissance du terrain permettent une bonne évaluation des besoins. La coordinatrice du projet a un très fort ancrage local et travaille en étroite collaboration avec l'assistante sociale et les autres membres de la société civile pour identifier les besoins de nos bénéficiaires. Il faut également souligner nos excellentes relations avec les autorités et les municipalités, qui soutiennent nos actions. »



**« Ils ont les mêmes difficultés. C'est ça qui les rapproche. »**

**GIOVANNA ZOUENI,**  
PSYCHOLOGUE CHEZ ALPHA

« Au cours d'une séance, un groupe de Syriennes a évoqué une "attaque" dont elles avaient été victimes. Une bande de jeunes avait jeté des pierres contre les murs et les fenêtres de leurs maisons et avait tiré des coups en l'air. Leur intention était clairement de semer la peur. Aucune femme libanaise n'était présente à cette séance car les funérailles d'un jeune du village avaient lieu ce jour-là. Les Syriennes se sont donc exprimées très librement, blâmant les Libanais qui, selon elles, voulaient les chasser et n'avaient aucune compassion pour elles. L'une d'elles, sous l'emprise de la colère, a même été jusqu'à déclarer que le jour où les Libanais viendraient se réfugier en Syrie, elle se comporterait avec eux comme ils le faisaient avec elles. Elle avait le souvenir que les Syriens avaient été hospitaliers lorsque des Libanais avaient trouvé refuge chez eux au cours de la guerre de 2006.

Je n'ai d'abord fait qu'écouter, leur permettant de s'exprimer autant qu'elles le voulaient. J'ai ensuite exprimé ma compréhension et ai légitimé leur réaction par la peur occasionnée par l'attaque. Enfin, j'ai tenté de tempérer en donnant un point de vue plus objectif. Je leur ai dit qu'on ne pouvait comparer la situation des Libanais en 2006 à celle des Syriens. La guerre

de 2006 n'a duré que 33 jours, quand la crise syrienne dure depuis des années et n'est pas terminée. Le Liban est également très petit en comparaison avec la Syrie, ce qui explique les

problèmes que l'arrivée des Syriens a pu provoquer: manque de logements, d'opportunités professionnelles... Le Liban est politiquement instable, et il y a un historique assez lourd avec la Syrie, ce qui est difficile à oublier pour certains Libanais. Mais il ne faut pas généraliser: certains Libanais se montrent très compréhensifs et empathiques avec les Syriens.

Je leur ai dit qu'en dépit de tout cela, personne n'avait le droit de les traiter de la sorte. À ce moment-là, les femmes syriennes ont approuvé, et se sont senties plus calmes et confiantes. » ♦

**« Il faut d'abord écouter, laisser l'émotion s'exprimer. Et ensuite, objectiver. »**

(1) Établi en 2014 par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le programme RACE (*Reaching All Children with Education*) a pour vocation d'intégrer 150 000 enfants syriens dans le système formel en 2014-2015, et 200 000 de plus en 2016.



Réfugiées syriennes lors d'une formation. La reconstruction psychologique est aussi importante que celle des zones détruites.



En deux ans d'activité, l'association Alpha a accueilli près de 650 enfants syriens dans ses classes.





# Les miraculés de Saint-Domingue



**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** – *Comptant parmi les premiers pays affectés par le dérèglement climatique, la République dominicaine subit des tempêtes tropicales de plus en plus fréquentes et violentes. À Saint-Domingue, la capitale, les 300 000 personnes vivant dans des bidonvilles sur les rives de l'Ozama - fleuve transformé en égout à ciel ouvert - sont régulièrement inondées. Avec l'aide de l'Agence Française de Développement, 7 000 d'entre elles, vivant dans le quartier de la Barquita, vont être relogées. Mais c'est aussi le rapport de toute une ville à son environnement, qui est en train d'être repensé.*



« **République dominicaine : goûtez le contraste !** », vantent les publicités des tour-opérateurs. Sur leurs photos, on peut admirer la mer turquoise et les plages de rêve de Punta Cana, les palmiers et les baraques colorées de l'intérieur des terres, ou encore des images de la première cathédrale, de la première rue, du premier hôpital construits aux Amériques, peu après la découverte du Nouveau Monde. Mais au chapitre des contrastes, les rives du fleuve Ozama, qui traverse la capitale du Nord au Sud, n'ont, elles, aucune chance de figurer sur les dépliants touristiques.

### LOIN DES PLAGES DE RÊVE

Le long de cet immense égout à ciel ouvert s'étalent parmi les plus grands bidonvilles d'Amérique centrale, dont les ruelles, trop étroites pour laisser passer une benne à ordures, n'ont jamais vu l'ombre d'une poubelle. En un demi-siècle, 300 000 hommes, femmes et enfants sans le sou, qui n'avaient nulle part où aller, ont fini par se fixer là. Et y vivent très en dessous du seuil de pauvreté. À chaque inondation importante, la plupart retrouvent leur cabane de tôle ondulée engloutie parfois jusqu'au toit, sous les eaux qui charrient les milliers de bouteilles en plastique et de canettes balancées directement dans le fleuve. Sans parler des résidus d'abattoirs, des huiles usagées ou des métaux lourds rejetés par les usines, ni des boues dues aux glissements de terrain.

Le dérèglement climatique, les habitants de ces quartiers n'en ont pas toujours entendu parler, mais ils n'ont pas eu besoin d'éplucher les rapports du Giec pour constater que les ouragans et leur lot d'inondations – mais aussi les périodes de sécheresse ! – sont de plus en plus fréquents et de plus en plus violents depuis 20 ans. « *Notre pays produit seulement 0,06 % des gaz à effet de serre de la planète ; or, la République dominicaine est le huitième pays le plus impacté au monde par le réchauffement climatique. Cherchez l'erreur !* », s'indigne Omar Ramirez Tejada, vice-président du Conseil national pour le changement climatique dominicain.

Comment s'étonner, ensuite, que ce petit État ait tapé du poing sur la table lors de la réunion préparatoire organisée avant le sommet climatique (COP 21) qui s'est tenu à Paris, en décembre dernier ? Avec le G 77, qui réunit les pays les moins développés de la planète (mais souvent les plus menacés par le dérèglement du climat), la République dominicaine n'a cessé de réclamer – et en partie obtenu – un accord équitable, qui oblige les nations riches à aider financièrement les plus pauvres à s'adapter à la nouvelle donne climatique. Une mission remplie entre autres, pour ce qui concerne la France, par l'Agence Française de Développement (AFD), dont l'action dans ce pays a pour but d'aider à lutter contre le réchauffement climatique et à s'y adapter, en agissant sur plusieurs leviers à la fois : l'environnement, les transports, le logement... ▶▶▶

1. « *Quand il y a un ouragan, beaucoup de parents gardent la main au sol toute la nuit pour s'assurer que l'eau ne monte pas* », confie Maria Esther, 23 ans, qui vit sur les hauteurs de la Barquita.

2. À défaut d'être collectées, les ordures s'amoncellent dans les cañadas qui traversent la Barquita.



1



#### LE POINT DE VUE DE L'ARCHITECTE

### « Pour les habitants, ce sera une nouvelle façon de vivre collectivement. »

À 37 ans, Emil Rodriguez, l'un des architectes et urbanistes en charge du projet de la Nueva Barquita, vient de rentrer au pays, qu'il avait quitté voilà 15 ans pour suivre ses études au MIT de Boston, puis travailler à Madrid. Un chantier auquel Emil s'est donné corps et âme : *« La Nueva Barquita n'est pas qu'un projet urbain ou une simple adaptation au réchauffement climatique ; il s'agit d'une vision globale pour aider les habitants à inventer ensemble un nouveau rapport à l'environnement, aux institutions, à l'éducation, à la manière de vivre en collectivité. Grâce à la coopérative syndicale que nous avons créée et à un système de tutorat, cette ambition citoyenne montre enfin la bonne direction ».*

Autre point positif : comme le président Danilo Medina s'est engagé personnellement sur ce projet, le quartier est sorti de terre en moins de trois ans. Du jamais vu, à Saint-Domingue. *« Si la Nueva Barquita est un succès, ce modèle pourrait être répliqué et appliqué à toute la ville, voire au-delà de nos frontières »*, s'enthousiasme Emil, qui refuse toute idée de fatalité, sans pour autant ignorer le coût élevé du projet.





3. Virginia Lopez, 65 ans, a élevé ses enfants à la Barquita, où elle a passé la moitié de sa vie. Bientôt, elle fera partie des 7 000 personnes relogées de l'autre côté du fleuve.

4. Large ensemble à la vue dégagée, avec ses HLM spacieuses et colorées, son agora, ses commerces de proximité et ses services, la Nueva Barquita est située sur l'autre rive de l'Ozama.

### L'ENGAGEMENT D'UN PRÉSIDENT

Devant les petites échoppes aux couleurs vives, autour des braseros ambulants, face aux bars improvisés où les hommes boivent de la bière et jouent aux dominos, au bord des cañadas puantes où les femmes bavardent et s'amuse avec leurs enfants, au milieu de ces ruelles étroites de terre battue où les jeunes à moto se fraient un chemin entre les chiens et les cochons, tous les habitants de la Barquita racontent la même galère. Et tous la supportent avec le même souriant fatalisme. « Si je suis pauvre, c'est que Dieu l'a voulu. Ma vie est entre ses mains », soupire Julio Cesar Santos, un ouvrier retraité aux cheveux gris et à la chemise à carreaux fraîchement repassée.

Les gens ont pris leur parti de cette situation. Au point que lorsqu'en 2012, Danilo Medina, le président nouvellement élu, a débarqué par surprise dans ce bidonville et leur a assuré qu'il allait les sortir de leur misère, personne ne l'a cru.

### UNE RÉVOLUTION INTIME ET COLLECTIVE

Trois ans seulement après cette promesse, les 7 000 habitants du bidonville sont sur le point d'être relogés dans la Nueva Barquita, un quartier créé de toutes pièces sur l'autre rive, en surplomb de l'Ozama. Et donc à l'abri des inondations. Un large ensemble à la vue dégagée, avec ses HLM spacieuses et colorées, son agora, ses commerces de proximité et ses services.

Mais même si on les a emmenés visiter leur nouveau logement, les habitants de la Barquita ont encore du mal à réaliser ce qui leur arrive. Et, au cas où le miracle se confirmerait, certains commencent même à se demander comment ils vont réussir à reconstruire leur vie dans ce grand ensemble certes accueillant, mais où l'on n'entendra plus le chant des coqs, où l'on ne croquera plus de chèvres dans les ruelles, où l'on ne dormira plus les uns contre les autres. Une nouvelle vie où tout est à repenser. Une révolution à la fois intime et collective qui nécessite aussi des moyens importants en termes d'éducation.

C'est pourquoi Inocencio Garcia, vice-ministre de la Coopération internationale, explique : « Si le projet est répliquable, ce que je souhaite, ce ne sera qu'à longue, voire très longue échéance. Reloger et éduquer 7 000 personnes ou toute une ville, voire tout un pays, ce n'est pas la même chose ».

Et pourtant, l'enjeu est de taille. Pour Joan Giacinti, président de la chambre de commerce franco-domi-

nicaine, « Saint-Domingue est une bombe écologique en puissance si l'on n'agit pas rapidement et massivement. C'est l'une des très rares villes de cette importance qui n'a quasiment pas de tout-à-l'égout. Au premier événement climatique extrême, on pourrait connaître une catastrophe humaine et sanitaire d'une ampleur inégalée ».

Si un jour cette catastrophe survient, pour la première fois, les 7 000 habitants de la Barquita enfin relogés n'auront, eux, plus besoin d'aller se réfugier dans l'église voisine. ♦

Gilles Genre-Grandpierre,  
directeur de l'AFD en République dominicaine

## Un soutien français

**Vous participez au financement de la construction de la Nueva Barquita et d'une nouvelle ligne de métro. Les deux sujets sont-ils liés ?**

Oui, étroitement, puisque le projet comporte deux volets interdépendants. D'abord, le relogement des habitants de ce bidonville exposé aux inondations. Ensuite, la création d'un réseau de transport, pour relier le nouveau quartier au reste de la ville, avec notamment l'extension de la ligne 2 du métro. Elle facilitera le franchissement du fleuve Ozama et l'accès aux transports publics des populations les plus pauvres. Nous participons aussi à la mise en place de navettes fluviales, et du téléphérique urbain de Poma, tous deux connectés au métro.

**Pourquoi ce soutien de l'AFD ?**

Ce développement urbain intégré, qui répond à la fois à des problématiques d'aménagement, de relogement et de mobilité urbaine, représente pour nous une approche pertinente. La mise en place de moyens de transport collectifs contribue à la lutte contre le changement climatique en même temps qu'au bien-être social. Dou ce prêt bonifié de 210 millions de dollars, pour un coût total du programme estimé à 670 millions de dollars.





# Vivre sur la lagune

**BÉNIN** - Pour endiguer l'urbanisation anarchique des rives de la lagune, qui l'endommage et confronte ses habitants aux inondations, Porto-Novo s'est engagée dans un vaste chantier de planification urbaine, avec le soutien de l'AFD, du Fonds Français pour l'Environnement Mondial, de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise et du Grand Lyon. Avec la conviction, en outre, qu'un urbanisme réfléchi rendra attractive une ville autrefois prospère mais désormais délaissée pour Cotonou. De la nécessité de se protéger du changement climatique au désir de renouer avec la prospérité, retour sur un projet qui pourrait faire des émules.



**A** Porto-Novo, sur les berges de la lagune, s'étale un véritable kaléidoscope de cultures maraîchères, de bassins de pisciculture, de baraques en tôle et de maisons modernes. Dans les quartiers les plus anciens, on trouve encore des places traditionnelles et des édifices de style colonial ou afro-brésilien. Les habitants y vivent tant bien que mal, surtout depuis que les inondations se multiplient. Certains quartiers sont inondés six mois dans l'année, et l'ampleur de l'inondation de 2010 a profondément marqué les esprits.



### QUAND L'EAU MONTE, LA TENSION AUSSI

Depuis quelques années, la pression urbaine a multiplié les conflits d'usage autour des terres cultivables, alors que la plupart des maraîchers ne possèdent ni bail ni titre de propriété, et que certains habitants se sont attribué des parcelles de fait. C'est la mise en péril de ce patrimoine naturel et culturel, qui a conduit la ville à se lancer dans l'élaboration d'un nouveau plan de développement urbain, pour lequel elle bénéficie d'un financement de 9,5 millions d'euros, dont 8 millions d'euros de subvention de l'AFD accordés en 2015.

### COCONSTRUIRE AVEC LES HABITANTS

Inscrite dans le temps long, la démarche a été amorcée dès 2010 par des discussions entre la municipalité, des urbanistes et des paysagistes, dans le cadre des Ateliers ouest-africains d'urbanisme de Porto-Novo, organisés avec le concours de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise. Les financements vont servir à lancer une cartographie et une étude approfondie du site. Les quartiers d'habitation, les lieux agricoles et la biodiversité seront analysés avec soin. Les consultations avec la population (chefs de quartier, jeunes, familles...) et les acteurs économiques (maraîchers et pisciculteurs)

aideront à mieux cerner les aspirations des habitants et les vulnérabilités de la lagune. La ville se donne ainsi deux ans pour aboutir à un plan d'urbanisme qui fasse l'unanimité.

### UN BASSIN DE VIE ET D'EMPLOI EN DEVENIR

Une fois le plan d'urbanisme arrêté, la réhabilitation de quartiers, de réseaux de drainage et de voiries sera entreprise, ainsi que la valorisation d'espaces verts et agricoles.

De premiers investissements sont d'ores et déjà engagés pour favoriser l'évacuation des eaux pluviales en saison humide. Pour développer le tourisme, plusieurs édifices et places traditionnelles sont en cours de restauration. Sur la promenade des Cent pas du Roi, les visiteurs longeront bientôt la lagune, ce qui mettra en valeur la zone humide de Lokpodji, poumon vert de la ville.

« À terme, nous souhaitons montrer que l'aménagement de cet écosystème lagunaire est un levier de développement économique et d'emploi », explique Clémentine Dardy, qui suit le projet pour l'AFD. Une première expérimentation qui pourrait être suivie de plusieurs autres en Afrique subsaharienne. ♦

Le souhait de la municipalité est de valoriser les atouts méconnus de la ville : son patrimoine riche et cosmopolite, sa position de carrefour fluvial, son économie diversifiée, sa vie intellectuelle et universitaire, et son environnement naturel.



**Philippe Di Loreto**, responsable de la coopération décentralisée au Grand Lyon

**« Les collectivités sont les plus à même de traiter du développement local. »**

Notre coopération avec Porto-Novo, en lien avec la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, date de la fin des années 1990. Il s'agissait de l'accompagner dans l'exercice de nouvelles compétences, dans le cadre de la décentralisation de l'État. Nous avons contribué à la création, en 2005, de la Communauté de communes de l'Ouémé, la première du Bénin, qui fédère Porto-Novo et huit communes périurbaines. Nous échangeons sur nos expériences et nos outils pour gérer les services publics urbains, par exemple la

collecte des déchets, leur enfouissement et la création d'un centre de tri et de valorisation. Ce partenariat est aussi l'occasion d'élargir nos pratiques en France et de développer des relations économiques. Cependant, si nous nous engageons auprès des villes en développement, c'est parce que nous sommes convaincus que les collectivités locales, qui sont au plus près des préoccupations des populations, sont les plus à même de traiter du développement local.

# Des sources de revenus et de fierté

*L'appellation d'origine contrôlée (AOC) est née en France en 1935 pour sauvegarder les territoires viticoles français, la typicité des vins et leurs méthodes de production traditionnelles. Progressivement étendues à d'autres produits alimentaires, quelque 10 000 indications géographiques (IG) sont aujourd'hui protégées à travers le monde, mais presque exclusivement dans les pays de l'OCDE (à 90%). Elles constituent un outil de développement rural pour valoriser commercialement un produit, tout en préservant la tradition culturelle locale et les ressources naturelles. Autant de raisons pour l'AFD de soutenir leur émergence au Sud, où elles sont quasi inexistantes.*

**ENTRETIEN AVEC** Aurélie Ahmim-Richard, chef de projets appui au secteur privé à l'AFD

## **Vous soutenez la mise en place d'IG pour certains produits agricoles d'Afrique, de Méditerranée et d'Asie. Pourquoi ?**

Cela répond au besoin croissant des producteurs de promouvoir la spécificité de leurs produits liée à un terroir et leur savoir-faire, et de se différencier sur des marchés de plus en plus concurrentiels. Les signes de qualité, en particulier les IG, répondent à cette dynamique. Elles aident les producteurs à accéder à des marchés de niche plus rémunérateurs, localement ou à l'export, et à améliorer leurs revenus. Le fait que les producteurs s'organisent leur donne un poids plus important dans la chaîne de production et permet une meilleure redistribution de la valeur ajoutée.

## **C'est le cas du café Ziama-Macenta, en Guinée ?**

En effet, plus de 1 000 agriculteurs sont regroupés dans deux coopératives, tous insérés dans la démarche café de qualité au travers de l'IG. La certification a généré le doublement de son prix sur les marchés locaux (0,34 €/kg pour l'IG contre 0,17 € kg pour les autres). Depuis 2014, elle a également aidé les producteurs à exporter à un prix supérieur au

cours pratiqué pour les autres cafés de Guinée. Les IG encouragent également la protection des terroirs. Leurs cahiers des charges peuvent intégrer des exigences en matière de conservation de certaines variétés traditionnelles et de protection des écosystèmes. Les indications géographiques renforcent ainsi l'identité locale, le rayonnement du territoire et la fierté des producteurs et consommateurs vis-à-vis de produits traditionnels uniques.

## **Combien de filières agricoles sont concernées ?**

Depuis 2003, nous soutenons une quinzaine de filières dans des démarches de reconnaissance IG, parmi lesquelles les dattes Deglet Nour en Tunisie, le café des Bolovens au Laos, le poivre de Kampot au

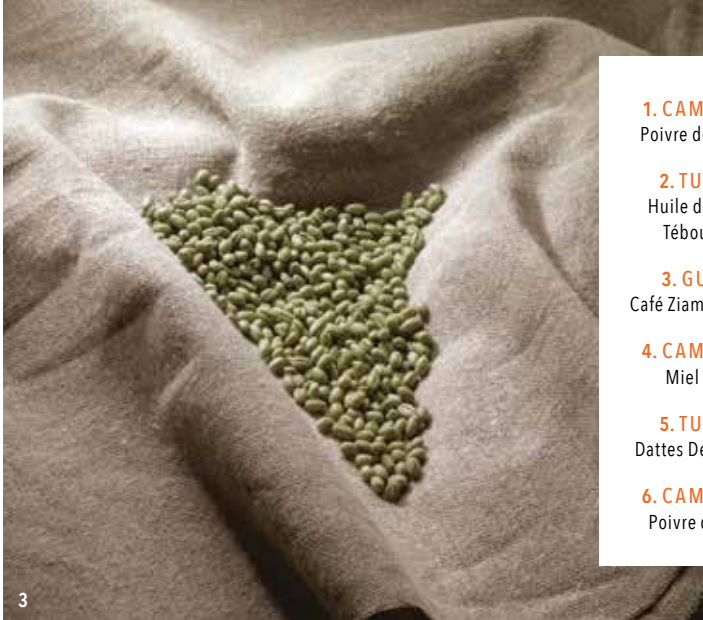
Cambodge. Les projets que nous finançons aident les associations de producteurs à se structurer, à rédiger des cahiers des charges pour améliorer la qualité de leur production et à mieux dialoguer avec les distributeurs et les exportateurs. Nous accompagnons également les institutions publiques, qui accordent les labels et luttent contre les fraudes, dans la mise en place de politiques de reconnaissance d'IG.

## **Quels sont les premiers résultats ?**

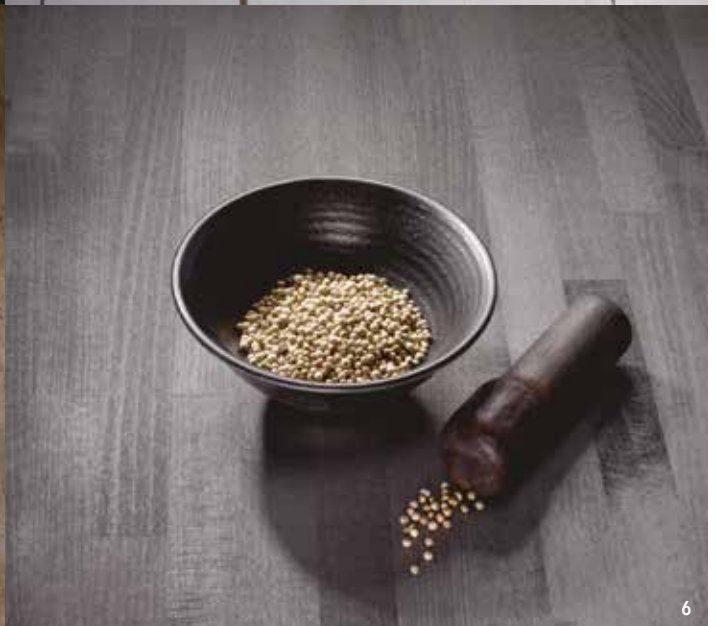
Le café Ziama-Macenta en Guinée, le poivre de Penja et le miel d'Okou au Cameroun constituent les premières IG reconnues en Afrique subsaharienne. Elles prouvent qu'il est possible d'établir des IG sur le continent, avec des effets positifs sur les revenus des producteurs, leurs relations avec les distributeurs, le maintien ou la création d'emplois et l'accès à de nouveaux marchés. Les IG ne sont pas viables partout, notamment lorsque la production ne possède pas de caractéristiques spécifiques. Mais lorsque le terroir le justifie, qu'il existe des débouchés commerciaux et que les producteurs sont convaincus de son intérêt, la démarche se révèle fructueuse.







- 1. CAMBODGE**  
Poivre de Kampot
- 2. TUNISIE**  
Huile d'olive de  
Téboursouk
- 3. GUINÉE**  
Café Ziama-Macenta
- 4. CAMEROUN**  
Miel d'Oku
- 5. TUNISIE**  
Dattes Deglet Nour
- 6. CAMEROUN**  
Poivre de Penja





## TRANSPORT URBAIN

# Kochi, bien plus qu'un métro



**INDE** - Les deux millions d'habitants de Kochi, au sud de l'Inde, pourront dès novembre traverser la ville du nord au sud en quelques dizaines de minutes. Cet exploit, impensable il y a encore trois ans, sera possible grâce à l'ouverture d'une première ligne de métro qui desservira, à terme, 22 stations sur 25,6 km.

Soutenu dès l'origine par l'AFD, le projet est remarquable par la rapidité et le coût historiquement faible des travaux, mais surtout par la vision globale dans laquelle il s'est progressivement inscrit.

1. La première ligne du métro ouvrira en novembre 2016. Elle traversera la ville sur 17 kilomètres.

2. En l'absence de transport collectif, le nombre de véhicules est passé de 68 000 à 446 000 en 16 ans, augmentant la pollution de l'air et les accidents routiers.



**K**ochi ne fait pas partie des villes les plus défavorisées du pays. Bien au contraire, l'agglomération est la capitale commerciale du Kerala, l'un des États indiens les plus riches et urbanisés. Ces dernières années, ses activités portuaires et pétrochimiques se sont développées, entraînant avec elles l'amélioration du niveau de vie et une forte croissance de la population. Cette conjugaison de facteurs a mené à la multiplication des véhicules personnels et à son inévitable corollaire, l'explosion des embouteillages et de la pollution. Il est devenu urgent de désengorger la ville, dont la morphologie particulière – un savant entrelacement de *backwaters*, de rivières et de palmiers – n'aide pas à fluidifier les transports.

C'est dans ce contexte que l'agence Kochi Metro Rail Limited (KMRL) s'est vu confier en 2013 la construction d'un métro sur viaduc. Le projet a rapidement été soutenu par l'AFD, avec un prêt pour les travaux (180 millions d'euros sur un total de 700 millions) et une assistance technique (800 000 euros). Aujourd'hui, moins de trois ans plus tard, les travaux de génie civil sont presque achevés. Les derniers efforts se concentrent sur l'installation des équipements, tels

**«Ce métro coûte 33 M\$ par kilomètre. Bien moins qu'ailleurs.»**

que le matériel roulant et la signalisation. Le métro devrait ouvrir dès novembre sur un segment de 17 kilomètres. Les 8,6 kilomètres restants seront mis en service en 2017.

### UNE RAPIDITÉ ET UN COÛT RECORDS

Comment expliquer cette efficacité? Le montant des travaux (33 M\$ par kilomètre, contre par exemple 49 M\$ pour le métro de Bangalore) a sans doute joué un rôle d'accélérateur. Les infrastructures ont bénéficié de coûts de construction avantageux, grâce notamment à l'AFD qui a suggéré, en amont, à KMRL de relancer un appel d'offres pour l'ouvrir davantage à la concurrence. Finalement choisi comme prestataire, Alstom Transport a, pour la première fois, fabriqué l'intégralité des rames sur son site indien de Sricity, ce qui a permis d'effectuer les premières livraisons 15 mois à peine après la prise de commande.

Si le travail des entreprises locales investies dans le chantier est aussi souligné par Juliette Le Paner,

coordinatrice de projet pour l'AFD, celle-ci voit en KMRL la clé de la réussite: «*Un partenaire rare, avec une équipe très efficace qui a travaillé dur et qui a su anticiper chaque imprévu*». L'agence indienne de transport ferroviaire a notamment fait preuve d'habileté dans la gestion foncière menée en amont, sécurisant les terrains avec une politique de relogement et des compensations de qualité. Elle a aussi su communiquer de manière à impliquer les habitants dans le projet.





### LE MÉTRO, UN MOYEN ET NON UNE FIN

La mission de l'agence se limitait à l'origine à l'exécution des travaux. Mais sous l'influence d'Elias George, son directeur, KMRL a progressivement envisagé son rôle à l'aune d'une problématique plus large : comment fluidifier les déplacements à Kochi ? Plusieurs mesures ont été prises en ce sens, avec notamment les conseils de l'autorité organisatrice des transports de l'agglomération lyonnaise (le Sytral). Citons par exemple l'instauration d'un ticket unique pour tous les modes de transport de la ville, ou encore l'accord passé avec Kudumbashree, une ONG de femmes du Kerala, prévoyant de leur réserver 3 000 emplois et d'assurer ainsi une présence féminine favorisant l'accessibilité du métro.

Les partenaires du projet ont peu à peu contribué à la naissance d'une véritable autorité organisatrice des transports. S'il est d'ores et déjà prévu qu'elle prenne en charge la gestion des transports fluviaux, l'agence devrait à terme chapeauter l'ensemble des transports publics (bus,

train, taxi, bateau, *autorickshaw*...) au sein d'un réseau unique. Cette vision intégrée des différents modes de transport, basée sur le métro comme colonne vertébrale, participe d'une restructuration durable de la ville, dans un contexte de réflexion sur les villes intelligentes en Inde.

Un modèle assurément d'avenir qui s'inscrit dans l'initiative *Mobilise Your City*, que l'AFD défend, et qui pourrait inspirer des villes telles que Colombo ou Dhaka. ♦

Pour fluidifier le trafic, la ville a instauré un ticket unique pour tous les modes de transport.

### MOBILISE YOUR CITY

## 100 villes candidates à une meilleure qualité de vie

Sans transition vers des modes de transport plus sobres en carbone, les émissions dans les villes des pays en développement seront multipliées par trois en 2050. Lancée lors de la COP 21 sur une initiative franco-allemande, *Mobilise Your City* souhaite rallier 100 villes autour de nouvelles politiques de mobilité urbaine. L'ambition affichée : réduire les émissions des transports de moitié d'ici 25 ans. Plusieurs agences de développement, de planification urbaine et des ONG se rassemblent donc pour mettre à disposition des gouvernements locaux une série

d'outils : cadre méthodologique, renforcement de compétences, assistance technique, facilités d'accès au financement, plate-forme internationale des meilleures pratiques...

L'idée est de donner toutes les clés aux villes en développement pour créer des plans de déplacements urbains cohérents, avec une offre de transports publics renouvelée. La phase opérationnelle du projet devrait être lancée dans plusieurs villes africaines et indiennes à partir d'octobre 2016.

# Dix maires

## au chevet d'un fleuve



**MEXIQUE** – Dans l'État de Jalisco, dans l'ouest du Mexique, coule le fleuve Ayuquila. Pêche, élevage, agriculture, loisirs: le fertile écosystème du fleuve a été pendant des générations source d'identité et de richesse. Sa forte pollution, générée par une production intensive de canne à sucre, aurait bien pu y mettre un terme, si la population locale ne s'était mobilisée. L'union de plusieurs communes pour protéger l'environnement du fleuve a donné naissance à un organisme novateur: la JIRA. L'AFD a accompagné sa structuration et sa gestion du territoire, un modèle qui pourrait aujourd'hui se diffuser à l'ensemble du pays.



À l'origine du projet, la volonté de protéger le fleuve Ayuquila, source de cohésion économique et sociale pour les habitants de cette région du Mexique.

**E**n quelques années, la région et les paysages, immortalisés dans le roman *Pedro Páramo*, de Juan Rufo, se sont transformés. Les bois et les parcelles de culture familiale ont été remplacés par des champs de canne à sucre à perte de vue, puis par des terres brûlées. La monoculture et les techniques de culture sur brûlis ont fortement dégradé l'espace naturel



ainsi que le fleuve, puisque la raffinerie sucrière construite sur ses rives y déversait directement ses eaux usées. La forte pollution de l'Ayuquila a entraîné des maladies chez les anciens et les plus jeunes, le déclin des activités productives traditionnelles et l'abandon des rives du fleuve comme lieu de loisir et comme référent culturel et identitaire. ►►►



Avec son personnel indépendant des rotations politiques, la JIRA permet de transcender les différences partisans et travaille sur le long terme pour la protection de la biodiversité.

### LES MAIRES FONT FRONT COMMUN

La crise qu'a connue le fleuve Ayuquila a incité les habitants des dix communes du bassin à renouveler leur organisation territoriale et à trouver des solutions de long terme pour sauver leur mode de vie. Une charte a ainsi été signée par les maires des dix communes en juillet 2001. Pour la première fois au Mexique, des maires se sont regroupés pour préserver un territoire. Grâce à cette union, les élus ont gagné plusieurs batailles : l'arrêt du déversement des eaux sales dans le fleuve, la mise en place de contrôles de l'usine et l'abandon des brûlis. Ces succès les ont incités à créer en octobre 2007 un organisme intermunicipal dédié à la gestion environnementale du bassin : la JIRA (Junta Intermunicipal para la Gestión Integral de la Cuenta del Río Ayuquila).

Depuis 2010, l'AFD a accompagné les actions de la JIRA et s'est appuyée sur cette structure pour développer des actions de préservation de la forêt, qui entrent dans le cadre de REDD+, l'initiative internationale de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> liées à la déforestation.

### UNE INITIATIVE QUI FAIT DES ÉMULES

À partir de 2011, avec l'appui d'une subvention européenne de 2 millions d'euros, l'AFD a accompagné la diffusion de ce modèle au Mexique. Six associations intermunicipales ont déjà été créées dans les États du Jalisco, du Yucatán et du Quintana Roo.

Selon Sergio Graf, architecte conceptuel du *model inter-municipal* au Mexique : « La valeur de ce projet est sa capacité à porter un modèle de politiques publiques pour le Mexique. L'AFD a ainsi contribué à la réplication et à la consolidation de ce modèle initialement isolé en apportant une solidité institutionnelle et légale ». Achievé en décembre 2015, ce projet pilote porte les graines de la continuité. ♦

**« La force de ce projet, c'est qu'il porte un nouveau modèle de politique publique. »**

## Les Parcs naturels régionaux français comme modèle

L'AFD travaille notamment avec ces associations intercommunales au développement d'un mode de gestion des territoires s'inspirant du modèle français des Parcs naturels régionaux (PNR). Une coopération technique a ainsi été initiée avec la fédération française des PNR pour promouvoir la conservation de sites naturels. Les PNR proposent en effet un modèle innovant, où les décisions liées à la protection de l'environnement naissent d'un consensus local (entre communautés rurales, municipalités, propriétaires terriens, associations de producteurs...).



---

**ACTIONS DE SENSIBILISATION**

# **Développement durable :** comment gagner les cœurs ?

*La mobilisation autour de la COP 21 a montré que la bataille en faveur d'un développement durable se livre dans les grandes instances internationales, mais pas seulement. Elle ne se fera pas, en effet, sans la société civile. Convaincue de devoir contribuer à sensibiliser les citoyens, l'Agence Française de Développement a soutenu une série télévisée, diffusée en Polynésie, et coproduit une exposition immersive, « Nés quelque part ».*



# L'humour au secours du *Fenua*<sup>(1)</sup>

**TAHITI** – Diffusée sur Tahiti Nui Télévision (TNTV), Label Hina est une série qui prône par l'humour l'engagement en faveur du développement durable. Elle rejoint deux objectifs de l'AFD en Polynésie : préserver le patrimoine naturel et faire émerger de nouveaux modèles de développement.

C'est l'histoire d'une jeune Polynésienne, Hina, inconditionnelle de la protection de l'environnement. Celle-ci vit avec une amie et cherche un troisième colocataire. Au fil des entretiens, elle va se rendre compte qu'il n'est pas facile de trouver des habitants qui partagent ses convictions et ses réflexes écologiques. À la fin des quatre minutes d'épisode, un flash expose des écogestes pour protéger l'environnement au quotidien.

La réalisation de cette série est née d'un défi : celui de trouver des réponses à la production d'ordures qui ne cesse d'augmenter depuis 20 ans avec l'évolution des habitudes de consommation et l'accroissement de la population. Si la collecte et le recyclage se développent, la situation reste critique dans les zones touristiques et dans les atolls, où la place manque pour enfouir les déchets.

## 100% MADE IN TAHITI

L'AFD a cru très tôt au projet. Elle a même été son premier financeur. D'abord, parce que la série est écoresponsable, mais aussi parce que la protection du patrimoine naturel en Polynésie va de pair avec son développement économique (le tourisme est la première ressource du territoire). Enfin, soutenir cette série réalisée localement, c'était aussi soutenir la production audiovisuelle.



Et de ce fait, le tournage a été entièrement réalisé sur place. « Nous avons travaillé 40 jours, avec 15 techniciens et 50 comédiens, explique Catherine Marconnet, la productrice. Pour les comédiens, le casting est 100% local, ainsi que pour les postes clés de réalisateur, chef opérateur, chef décorateur, chef monteur. » Le soutien de l'AFD a permis de convaincre d'autres partenaires d'appuyer financièrement le projet. Label Hina est ainsi le premier projet polynésien de fiction à obtenir une aide du CNC. Un grand pas dans le développement de la filière audiovisuelle au Pays. ♦

(1) *Fenua* signifie « territoire », « terre » ou « pays » en langage maohi. Pour les Tahitiens, il désigne Tahiti et les îles environnantes.



1. « L'humour nous permet de faire passer des messages qu'on aurait du mal à faire entendre autrement. »

**Victoria Suard**, actrice principale de *Label Hina*.

2.3. Sur le tournage d'un des 40 épisodes de *Label Hina*.





**Sarah Dukhan**, scénariste de *Label Hina*

**« L'idée était de créer une héroïne des temps modernes, qui veut sauver son île du réchauffement climatique. »**

« Je travaillais à l'Ademe sur la politique énergétique et, par ailleurs, j'étais passionnée de théâtre. J'ai voulu allier ces deux passions. Je me posais aussi la question de retourner à Tahiti, où j'avais déjà vécu. J'ai alors pensé à un scénario pour l'audiovisuel avec une multitude de personnages représentant toutes les strates de la société polynésienne.

Pour l'écrire, je me suis imprégnée de l'environnement polynésien : la plage, l'ambiance, mais aussi les tas d'ordures. Il y a effectivement encore du travail, en Polynésie, concernant le tri, en dépit des progrès des 15 dernières années. Mais il y a aussi tous les gestes liés aux économies d'énergie, à la limitation du gaspillage alimentaire... L'idée était de créer une héroïne des temps modernes, qui veut sauver son *Fenua* du réchauffement climatique. »





# Une heure dans la vie d'un autre

**FRANCE** – Lancée à Paris lors de la COP 21, et actuellement en tournée en France, l'exposition immersive «Nés quelque part» invite le spectateur à incarner un habitant du monde. Une manière originale de plonger au cœur des enjeux de la planète et de découvrir que notre avenir se construit ici et là-bas.

**P**endant un peu plus d'une heure, à travers 1 000 m<sup>2</sup> de décors, le visiteur va jouer l'un des 21 personnages du spectacle. Il devient par exemple Bilikiss, jeune diplômée du MIT revenue vivre à Lagos pour lancer une entreprise de gestion des déchets. Ou encore Sarong, un cultivateur cambodgien qui peine à subvenir à ses besoins, avant de se lancer dans l'agroécologie. De belles histoires, si on les confronte aux drames humains dont nos ondes se font quotidiennement l'écho. Mais c'est un choix assumé, comme l'explique Emmanuel Dollfus, à l'origine du projet à l'AFD : «*Nous accompagnons à travers le monde des personnes engagées qui ont envie de faire avancer les choses ; nous les aidons à trouver des solutions financières et techniques pour relever les défis auxquels elles sont confrontées, comme la gestion des déchets, la décongestion des villes, la protection de la biodiversité. C'est ce que donne à voir et à comprendre ce spectacle*».

## AU PLUS PRÈS DE LA VÉRITÉ

Les scénarios ont été conçus grâce aux témoignages de plus de 150 experts de l'AFD et d'ONG qui ont accepté de raconter leurs expériences, leurs engagements, leurs écueils et leurs grandes rencontres. Pour convaincre, il fallait que le spectacle sonne juste, qu'il soit au plus près de la réalité. Aucun détail n'a été négligé. Le salaire perçu par Nalin correspond à celui d'une ouvrière du textile au Cambodge ; les arbres que Victor, l'entrepreneur forestier camerounais, doit préserver sont ceux-là mêmes qui sont protégés dans le Bassin du Congo. Si les enjeux



Immersion au Niger.



Immersion au Cambodge.



**16 000**

visiteurs à Paris  
et à Lyon.

**7**

régions du monde  
à découvrir.

**4 500**

élèves accueillis.

**21**

personnages à incarner.

climatiques et de développement sont des notions complexes, elles sont traitées sur un ton simple et ludique, à travers des scènes de la vie quotidienne : les difficultés d'une famille au Niger pour avoir accès à l'eau, le dynamisme de jeunes Polynésiens vivant sur une île menacée par la montée des eaux... Petit à petit, le spectateur découvre que toutes ces problématiques sont liées.

#### L'EMPATHIE POUR SUSCITER L'ENGAGEMENT

Directrice artistique et scénariste, Cécile Delalande crée depuis dix ans des spectacles immersifs : « C'est précisément en vivant une expérience forte dans la peau d'un personnage au contact de comédiens, qui incarnent tour à tour des compagnons de route et des partenaires de projets, que nous pouvons réduire la distance avec ceux qui vivent à l'autre bout de la planète. Et aussi prendre la mesure de l'importance de chacun de nos gestes à l'échelle planétaire ». Les visiteurs sortent ainsi souvent avec l'envie d'agir, de transformer leurs habitudes quotidiennes, et de s'engager dans des associations qui agissent en France ou ailleurs.

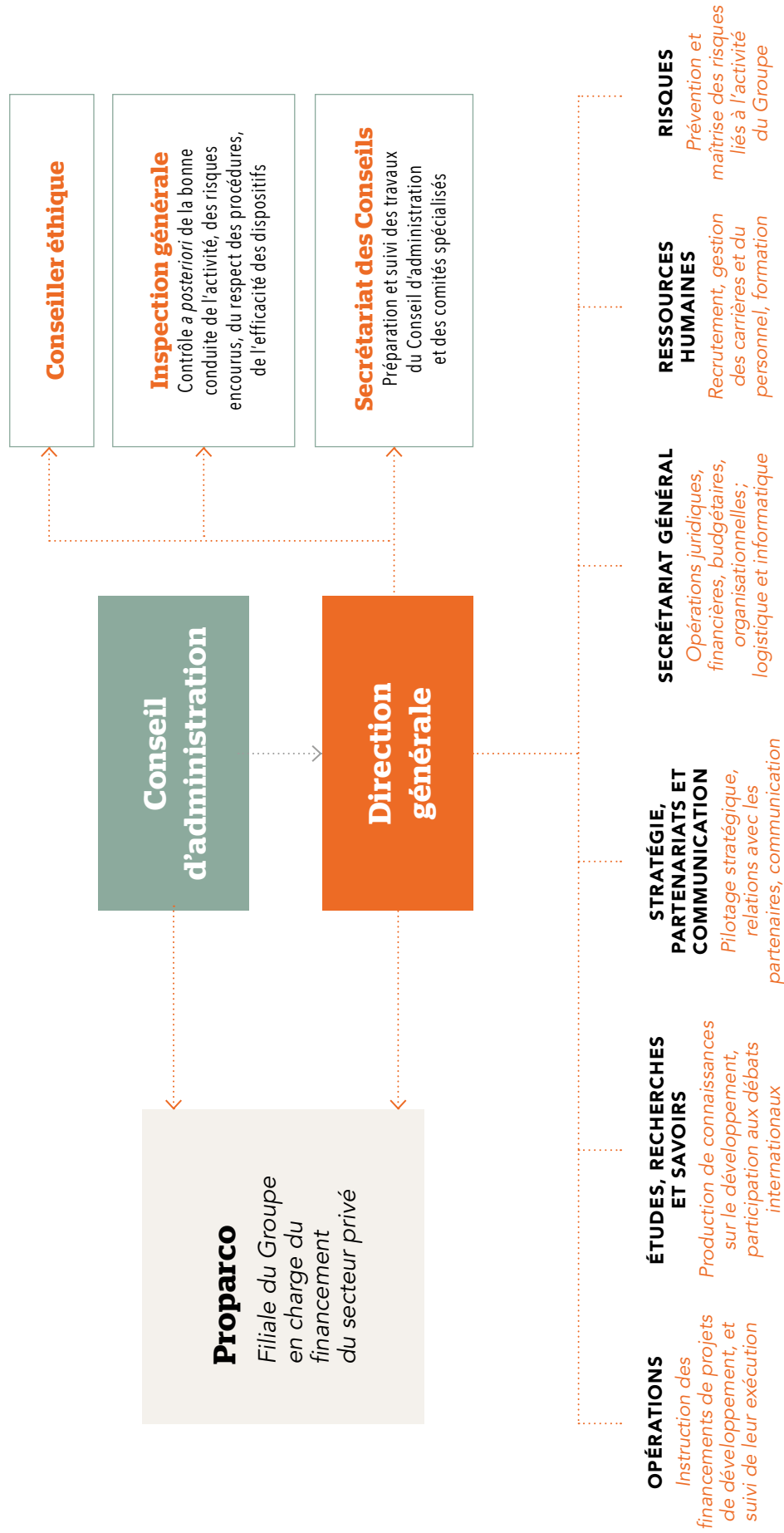
#### PRIORITÉ AUX JEUNES

« Nés quelque part » est en grande partie conçue pour les familles et les jeunes. « Notre objectif, précise Benjamin Neumann, responsable de la communication à l'AFD, c'est de faire des Objectifs de développement durable adoptés par les Nations unies une réalité. Cela passe notamment par la prise de conscience des jeunes, ces citoyens de demain, que les enjeux sont désormais planétaires et que ce qui se passe là-bas a une incidence ici. Ils doivent comprendre que des solutions concrètes pour changer nos modes de développement existent, et qu'elles nécessitent la mobilisation de tous : certes, la communauté internationale, les États, les bailleurs de fonds, les collectivités locales, les ONG... mais eux aussi. » Autour de l'exposition, gratuite pour les scolaires et les centres de loisirs, l'AFD a noué des liens avec l'Éducation nationale, les enseignants, le ministère de la Jeunesse et des Sports, les ONG spécialisées dans l'éducation à la citoyenneté. Une belle occasion de travailler avec ces acteurs qui ont aussi vocation à sensibiliser à notre destin planétaire commun. ♦

**Pour en savoir plus :** [www.nesquelquepart.fr](http://www.nesquelquepart.fr)

# L'organisation du groupe AFD

RETROUVEZ L'ORGANIGRAMME  
SUR LE SITE [www.afd.fr](http://www.afd.fr)



**Afrique subsaharienne**  
**Méditerranée et Moyen-Orient**  
**Outre-mer**  
**Asie**  
**Amérique latine et Caraïbes**

**Réseau AFD**  
 Agences de l'AFD  
 sur le terrain

- Recherches et développement
- Gestion et diffusion des connaissances
- Évaluation et capitalisation
- Analyses macroéconomiques et risques pays

**Cefeb**  
**Université d'entreprise (Marseille)**

- Administration et communication
- Formation

- Relations avec les élus et les acteurs économiques
- Communication
- Pilotage stratégique et redevabilité
- Agenda de l'aide et partenaires internationaux
- Partenariat avec les ONG
- Bureau de Bruxelles

**Secrétariat du Fonds français pour l'environnement mondial**

Financement de projets de préservation du climat et de la biodiversité pour le compte de l'État

### Finances et comptabilité

- Pilotage et stratégie financière
- Traitements comptables
- Back-office
- Financements et opérations de marché
- Communication financière

### Juridique

- Appui aux opérations dans les États étrangers
- Appui aux opérations dans l'Outre-mer et autres activités juridiques

### Moyens informatiques, immobiliers et logistiques

- Support et production informatique
- Études et projets informatiques
- Pilotage des activités transverses
- Gestion immobilière et logistique
- Nouveaux services, numérique et architecture
- Sécurité des biens, des personnes et du système d'information

### Budget et contrôle de gestion

- Cellule Efficacité Métiers
- Achats

- Gestion des carrières et recrutement
- Formation continue et développement des RH
- Rétributions, protection sociale et expatriation

- Performance, contrôle de gestion sociale et rémunérations

- Expertise juridique et sociale

- Projets Ressources humaines

### Contrôle permanent et conformité

- Contrôle des versements

### Gestion des risques Groupe

- Surveillance des risques
- Évaluation des risques de crédit

### Seconde Opinion

Avis (extérieur à la Direction des opérations) sur les projets

### Développement durable

- Eau et assainissement
- Transports et énergies durables
- Agriculture, développement rural et biodiversité

### Entreprises, banques et collectivités

- Collectivités locales et développement urbain
- Institutions financières et appui au secteur privé
- Financements structurés
- Suivi financier des prêts non souverains
- Garanties

### Appuis transversaux

#### Activités transversales aux zones et secteurs d'intervention

- Changement climatique
- Appui environnemental et social
- Appui au renforcement de capacités
- Appui à la passation de marchés
- Cellule Crises et Conflits

# Le Conseil d'administration

COMPOSITION FIN 2015

## Laurence Tubiana

### PRÉSIDENTE

Représentante spéciale pour la Conférence COP 21  
Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique

#### MEMBRES TITULAIRES

#### MEMBRES SUPPLÉANTS

### MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

#### Guillaume CHABERT

Chef du service des affaires multilatérales et du développement à la Direction générale du Trésor

#### Cyril ROUSSEAU

Sous-directeur des affaires financières multilatérales et du développement à la Direction générale du Trésor

#### Alexandre KOUTCHOUK

Sous-directeur (7<sup>e</sup>) à la Direction du Budget

#### Thomas KURKDJIAN

Chef du bureau des affaires étrangères et de l'aide au développement (7 BAED), Direction du Budget

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

#### Anne-Marie DESCÔTES

Directrice générale de la mondialisation, du développement et des partenariats

#### Frédéric BONTEMS

Directeur du développement et des biens publics mondiaux

#### Marc BOUTEILLER

Directeur général adjoint Afrique et océan Indien

#### Ludovic POUILLE

Directeur adjoint Afrique du Nord et Moyen-Orient

### MINISTÈRE DES OUTRE-MER

#### Alain ROUSSEAU

Directeur général des Outre-mer, Préfet

#### Stanislas CAZELLES

Sous-directeur des politiques publiques à la Direction générale des Outre-mer

### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

#### Pierre-Antoine MOLINA

Directeur général des Étrangers en France

#### Marie MASDUPUY

Chef du service de la stratégie et des affaires internationales à la Direction générale des Étrangers en France

#### MEMBRES TITULAIRES

#### MEMBRES SUPPLÉANTS

### PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

Désignées par les ministères des Finances et des Comptes publics, des Affaires étrangères et du Développement international, des Outre-mer et de l'Intérieur

#### Omar KABBAJ

Conseiller de Sa Majesté le Roi du Maroc

#### Jean-Louis MATTÉI

Président du Conseil d'administration SG Calédonienne de Banque, Nouméa

#### Sylviane JEANNENEY-GUILLAUMONT

Professeur émérite à l'Université d'Auvergne, chercheur au CERDI

#### Guy DUPONT

Président honoraire de la Fédération des entreprises d'outre-mer

#### Adeline LESCANNE-GAUTIER

Directrice générale de Nutriset

#### Christine HEURAU

Représentante du CIAN

#### Philippe JAHSHAN

Président de Coordination Sud

#### Cécile RENOARD

Chercheuse et directrice du programme CoDev à l'ESSEC

Désignées par le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

#### Pierre RADANNE

Président de l'Association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable), président du CLIP (Club d'ingénierie prospective)

#### Marc-Antoine MARTIN

Ingénieur général honoraire des Ponts, des Eaux et des Forêts

### PARLEMENTAIRES

Députés nommés par le président de l'Assemblée nationale

#### Michel DESTOT

Député de l'Isère

#### Stéphane DEMILLY

Député de la Somme

#### Cécile DUFLLOT

Député de la 6<sup>e</sup> circonscription de Paris

#### Jean-Marie TETART

Député des Yvelines

Sénateurs nommés par le président du Sénat

#### Yvon COLLIN

Sénateur du Tarn-et-Garonne

#### Fabienne KELLER

Sénatrice du Bas-Rhin

#### Henri de RAINCOURT

Sénateur de l'Yonne

#### Sylvie GOY-CHAVENT

Sénatrice de l'Ain

### MEMBRES ÉLUS REPRÉSENTANT LE PERSONNEL DE L'AFD

#### Jérémie DAUSSIN-CHARPANTIER

#### Anne-Laure ULLMANN

#### Hatem CHAKROUN

#### François PACQUEMENT

Commissaire du Gouvernement :

**Claude WARNET**



## **Rapport d'activité de l'AFD 2015**

### **Coordination AFD**

Marie de Jerphanion, Benjamin Neumann, Thibault Biscahie.

### **Rédaction**

Marie de Jerphanion (AFD), Thibault Biscahie (AFD),  
Delphine Mozin (Rasibus éditions), Entrecom.

### **Conception graphique, réalisation et fabrication**

Entrecom.

### **Dessins**

Entrecom - Jérémy Vitté.

### **Crédits photographiques**

P.3 : Benjamin Petit, Patricia Willocq, François Ayme,  
Nicolas Chorier - P.8-9 : Pierre Terdjman - P.18-19 : Cyril le  
Tourneur d'Ison - P.20 : Patricia Willocq - P.22-26 : Akuo  
Energy : E. Legrand (1, 2), Athénas (3, 5), J. Balleydier (4) -  
P.29-31 : G2S Creative Studio - P.32-38 : Augustin Le Gall -  
P.39 : Philippe Guionie - P.41-44 : Patricia Willocq - P.47 :  
Benjamin Petit - P.48-53 : Benjamin Petit - P.54 : Luc  
Raimbault - P.55 : Clémentine Dardy - P.57 : François Ayme  
- P.58-60 : Nicolas Chorier - P.61-62 : NMC Productions -  
P.64-65 : Archipel Production - P.66-67 : Kéa Nop.

*Ce rapport est imprimé avec des encres végétales  
et non minérales.*

*La certification PEFC du papier apporte la garantie que les bois  
utilisés pour la production de fibres papetières ne participent pas  
à la déforestation et respectent les fonctions environnementales,  
économiques et sociales de la forêt.*

ISSN : 1299-0094 - dépôt légal : juin 2016.

